



# LES CAHIERS DES DROITS DE L'HOMME

Les Droits de l'Homme sont-ils proclamés? - Oui  
Sont-ils appliqués? - Non!

Revue tri-mensuelle pour les Ligueurs

ABONNEMENTS D'UN AN

France . . . . . 20.00  
Etranger . . . . . 25.00

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

27, Rue Jean-Dolent, PARIS XIV<sup>e</sup>  
TÉL. GOBELINS 28-32

Directeur: Emile KAHEN

PRIX DU NUMÉRO: 1 fr.

Adresse Télégraphique:  
DROITHOM-PARIS  
Chèques postaux:  
c/c 218.25, PARIS

## SOMMAIRE

### LE MESSAGE DU PRÉSIDENT ROOSEVELT

(Texte intégral)

### LA GUERRE D'ÉTHIOPIE ET LA SÉCURITÉ COLLECTIVE

Léon BLUM Yvon DELBOS Paul REYNAUD Gabriel PÉRI

REVUE D'IDÉES POUR LE COMBAT.  
REVUE DE COMBAT PAR LES IDÉES.

WB  
045

## CRAPOUILLOT

Directeur : Jean GALTIER-BOISSIERE  
publie un numéro spécial sur les

# EXPÉDITIONS COLONIALES

Leurs dessous — Leurs atrocités

Atrocités espagnoles aux Antilles (XVI<sup>e</sup> siècle), par le R. P. Barthélémy de Las Casas. — La Conquête de l'Algérie : Lettres du Colonel de Montagnac. — Les Anglais aux Indes : La Révolte des Cipayes, par Valbezon. — L'Expédition de Madagascar, par le Lieutenant-Colonel de Leuonnet et Jean Carol. — Au Centre africain, Souvenirs de Vigné d'Octon. — Les Massacres du Congo, par Georges Toqué. — Horreurs coloniales, par Georges Clemenceau. — Léonidas était un salopard, par Urbain Gohier.

COMMENT ON LANCE UNE EXPÉDITION COLONIALE

par Francis Delaisi

TECHNIQUE DU MASSACRE COLONIAL

par J. Galtier-Boissière

LES DESSOUS DE LA GUERRE D'ETHIOPIE

par Sergio Ala

REPONSE AUX INTELLECTUELS D'OCCIDENT

par André Malraux

La livraison illustrée, 40 fr.

CRAPOUILLOT, 3, place de la Sorbonne, Paris (ch. p. 417-26).

## RELIURE ERVAILLE



6, rue Cassette

(près de la rue de Rennes)

PARIS (VI<sup>e</sup>)

10 % de remise aux ligueurs

Exécution de toutes RELIURES ordinaire, de luxe et d'art. — Restauration de livres anciens. — Outillage et fournitures pour relieurs amateurs.

### VILLEGIAIRES D'HIVER

Hôtel Pension Impéria, CAP-MARTIN-PLAGE, avenue de Moulson. — Cuisine soignée, tout confort. Prix spéciaux pour les membres de la Ligue.

MENTON. — « Les Sapins », la vue la plus belle, la situation la plus ensoleillée, 32 fr. par jour toutes taxes incluses.

NICE Hôtel du Midi, 100 m. gare P.-L.-M., pl. centre, tout conf., meill. accueil. Chamb. dep. 12 francs, pens. compl. facult. depuis 23 francs.

### TARIF DE PUBLICITE

La ligne en 7 (55 lettres ou signes) ..... 5 fr.  
La page (25 x 16,5) divisible ..... 750 fr.

## Les sièges CONSTANT

42, rue Chanzy — PARIS (11<sup>e</sup>)

Téléphone : Roquette 10-04

50 % moins cher

FAUTEUILS CUIR PATINÉ

GRAND CONFORT

Formes nouvelles depuis ..... 175 fr.

Conditions spéciales aux Ligueurs

EXPOSITION UNIQUE

200 MODÈLES



La plus importante fabrique spécialisée dans la fabrication du siège de cuir  
ATELIERS ET EXPOSITIONS : 42, rue Chanzy - Téléphone - Roquette 10-04  
Catalogue L 3 franco

CARILLON  
à 275<sup>fr</sup>

CHRONOMETRE RECLAME  
à 110<sup>fr</sup>

**BIJOUTERIE  
HORLOGERIE  
JOAILLERIE  
ORFÈVRE**

*Élieo*

Maison de confiance fondée en 1874  
**150, B<sup>e</sup> Magenta - PARIS**  
TRUDANE 05-12

GRAND CHOIX DE  
BIJOUX et DIAMANTS  
D'OCCASION

Achat et échange  
de tous bijoux

MÉNAGÈRE  
métal blanc  
à 215<sup>fr</sup>

Achiez chez Élieo,  
pour avoir  
véritablement le meilleur!

DIAMANTS  
PRIX INDIVISIBLES  
À QUALITÉ ÉGALE

CATALOGUE GRATUIT

Remise de 40 % aux ligueurs

TRAPEAUX  
pour  
SOCIÉTÉS  
MAIRIES  
SÉMINAIRES

ARTICLES  
pour  
OTILLONS

ADROBENT  
AIN (DOL)  
INDUSTRIELLE

INSISTES  
PLEURANTES  
ET TOUS ARTICLES  
POUR FÊTES

INDICATEUR  
PLUMES  
PILONNETTES

### UN TRÉSOR CACHE !

dans les 500.000 obligations non réclamées du C<sup>r</sup>-di National, Crédit Foncier, Ville de Paris, Ch. For. Panama, etc., publiées avec tous les Tirages (Lots et Faits). Abonnez-vous : 1 an 10 fr. Journal Mensuel des Tirages, Bureau C.P. N<sup>o</sup> 6, fg. Montmartre, Paris

# LIBRES OPINIONS \*

## LE MESSAGE DU PRÉSIDENT ROOSEVELT

(Texte intégral)

*La Direction des Cahiers se félicite de pouvoir publier in extenso, dans une traduction sûre, le message du président Roosevelt.*

*A l'égal des messages célèbres du président Wilson, dont il s'inspire directement, le message Roosevelt éveillera la plus ardente sympathie parmi les défenseurs de la paix et de la liberté dans le monde. Pour nous, Français et ligueurs, il fait écho à nos revendications, à nos angoisses, à nos espoirs. Le plus significatif, à cet égard, se trouve peut-être en cette seconde partie du message, que la presse française a si mal fait connaître, et qui se rapporte à la lutte indispensable pour la souveraineté populaire contre les puissances d'argent, leurs usurpations et leurs prétentions.*

*Jamais n'est apparu, avec une telle évidence, le caractère international de cette lutte, jamais ne s'est marqué plus fortement le lien indissoluble entre la cause de la démocratie et celle de la paix. La bataille que mène le président Roosevelt est celle-là même que mènent en Europe les hommes, les partis, les groupements de démocratie. C'est celle que mène en France le Rassemblement populaire. Mais l'homme qui d'Amérique exprime la pensée de la démocratie universelle parle, avec une autorité incomparable, en qualité de chef d'un des plus grands Etats du globe.*

*C'est pourquoi son intervention, comme celle de Wilson autrefois, doit peser sur les destins du monde. — E. K.*

Nous allons entrer dans une nouvelle année du mandat dont le corps électoral des Etats-Unis nous a donné la charge. Arrivé là, il convient que nous prenions le temps de jeter un coup d'œil sur le terrain que nous avons parcouru et sur la route qui se déroule devant nous.

Le 4 mars 1933, lorsque je prêtai serment comme Président des Etats-Unis, j'adressai un discours au peuple de notre pays. Ai-je besoin de rappeler la scène, ou les circonstances nationales dont s'accompagnait cette manifestation? La crise de l'heure avait un caractère presque exclusivement national. Reconnaisant cette réalité, si manifeste pour les millions de gens qui peuplent les rues et les foyers de l'Amérique, je consacrai, de beaucoup, la majeure partie de ce discours à ce que je qualifiai et à ce que la Nation qualifiait de jours critiques, à l'intérieur de nos frontières.

On n'a pas oublié que, ce 4 mars 1933, le spectacle du monde offrait l'image d'une paix substantielle. Les consultations internationales et l'espoir généralement répandu de voir s'améliorer les relations entre les nations nous permettaient à tous

de nous attendre raisonnablement à l'élimination progressive des barrières s'opposant à la confiance mutuelle, à un essor du commerce et au règlement pacifique des conflits. De fait, la seule allusion au champ de la politique mondiale que contient mon discours était le passage suivant : « Je voudrais consacrer cette nation à la politique du bon voisin, du voisin qui se respecte résolument et qui, parce qu'il se respecte lui-même, respecte aussi les droits d'autrui, du voisin qui respecte ses obligations, qui respecte la sainteté de ses accords dans et avec un monde de prochains. »

Dans les années qui suivirent, ce sentiment est resté celui auquel s'est consacré notre pays. Parmi les nations du grand hémisphère occidental, la politique du bon voisin a heureusement prévalu. A aucun moment des quatre siècles et demi de la civilisation moderne — en aucune année, en aucune décennie, en aucune génération, pendant toute cette période — il n'a existé dans les deux Amériques un plus grand esprit de compréhension mutuelle, d'entraide réciproque, de dévotion à l'idéal du self-government qu'il n'en existe aujourd'hui parmi les vingt et une républiques américaines et leur voisin, le Dominion du Canada. Cette politique de bon voisinage entre les Amériques n'est

\* Les articles insérés sous cette rubrique n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. — N.D.L.R.

plus un simple espoir, un objectif restant à atteindre — elle est une réalité active, présente, pertinente et effective. Chacune des nations américaines participe consciemment à cet effort. Il n'y a ni guerre, ni rumeur de guerre, ni désir de guerre. Les 250 millions d'habitants de cette vaste région qui s'étend sur plus de 8.000 milles entre l'Arctique et l'Antarctique ont foi dans cette politique de bon voisinage et entendent la mettre en pratique. Ils souhaitent de tout cœur que le reste du monde en fasse autant.

*Le reste du monde, voilà bien le hic.*

Si j'avais à adresser aujourd'hui un message d'inauguration au peuple des Etats-Unis, il ne me serait pas possible de limiter mes commentaires sur les affaires mondiales à un seul paragraphe. Je serais obligé, à mon grand regret, d'en consacrer la majeure partie aux affaires mondiales. Depuis l'été de cette même année 1933, les dispositions et les desseins de nombreux dirigeants des grands peuples de l'Europe et de l'Asie n'ont pas été orientés vers la paix ou la bonne volonté parmi les hommes. Non seulement la paix et la bonne volonté parmi les hommes sont devenues plus rares dans ces régions du monde pendant cette période. Mais nous avons atteint un point où les peuples d'Amérique doivent prendre conscience d'une mauvaise volonté croissante, de l tendance marquée vers l'agression, d'armements qui vont en augmentant, de pièges enserrant de plus en plus une situation qui contient un grand nombre des éléments susceptibles de mener à la tragédie d'une guerre générale.

Sur ces autres continents, de nombreuses nations, surtout les plus petites, si on les laissait faire, se contenteraient de leurs frontières actuelles et seraient disposées à révéler par elles-mêmes et en coopération avec leurs voisins des problèmes économiques et sociaux qui leur sont propres.

#### La Paix en danger

Au fond de leur cœur, les dirigeants de ces nations partagent ces aspirations pacifiques et raisonnables de leurs peuples. Ces dirigeants doivent rester toujours vigilants, en présence de la possibilité, du jour au lendemain, d'une invasion ou d'une attaque de la part des dirigeants d'autres peuples qui refusent de souscrire aux principes de l'amélioration de la race humaine par des voies pacifiques.

Quel espoir peut-on fonder sur ces autres nations — celles sur lesquelles retombe nécessairement aujourd'hui la responsabilité première et précise des dangers auxquels est exposée la paix du monde? Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a des raisons d'être pessimiste. A rien ne sert d'aller répétant, nous ou les autres, que les masses de peuples qui constituent ces nations, dominées par les esprits jumeaux de l'autocratie et de l'agression, ne sont pas d'accord avec leurs dirigeants, qu'il ne leur est pas donné la possibilité d'exprimer leurs sentiments, qu'elles modifieraient les choses si elles le pouvaient.

Cela, malheureusement, n'est pas si clair. *Peut-*

*être est-il vrai que ces masses changeraient la politique de leurs gouvernements respectifs s'il pouvait leur être donné pleine liberté et l'entier accès aux procédures d'un régime démocratique, tels que nous les entendons. Mais cet accès, ils n'en disposent pas et, faute d'en disposer, ils suivent aveuglément et avec ferveur les directives de ceux qui cherchent le pouvoir autocratique.*

*Les nations qui cherchent à s'étendre, qui cherchent à redresser les injustices nées de guerres antérieures, qui cherchent des débouchés pour leur commerce, pour leur population, voire pour leurs propres contributions pacifiques aux progrès de la civilisation ne témoignent pas de la patience nécessaire à la réalisation de visées raisonnables et légitimes, au moyen de négociations pacifiques ou d'un appel aux instincts meilleurs de la justice mondiale.*

C'EST AINSI QU'ELLES ONT FAIT RETOUR, DANS LEUR IMPATIENCE, A LA VIEILLE CROYANCE DANS LA LOI DE L'ÉPÉE OU A LA CONCEPTION FANTASTIQUE QU'ELLES, ET ELLES SEULES, SONT CHOISIES POUR ACCOMPLIR UNE MISSION, ET QUE TOUTES LES AUTRES, PARMI LE MILLIARD ET DEMI D'ÊTRES HUMAINS QUE COMPTE LA TERRE, DOIVENT ÉCOUTER LEURS LEÇONS ET SE SOUMETTRE A ELLES.

Je reconnais que ces paroles, choisies par moi délibérément, ne seront pas du goût de telle ou telle nation qui s'estimera visée. Mais les sentiments que j'exprime seront compris et approuvés dans les pays où les peuples désirent sincèrement la paix, mais sont constamment obligés de se ranger du côté des uns ou des autres dans les intrigues mouvantes qui font, aujourd'hui, des relations entre les Etats de l'Europe et de l'Asie, un véritable kaléidoscope. Car les nations amies de la paix, et elles sont nombreuses, savent que leur existence même dépend de continuel déplacements qu'elles pourront effectuer sur l'échiquier de la politique internationale.

Au printemps de 1933 je faisais observer que 85 ou 90 o/o des peuples de la terre étaient satisfaits des limites territoriales de leur nation respective, et disposés à réduire encore leurs forces armées si toutes les autres nations du monde consentaient à en faire autant.

Cela est également vrai aujourd'hui, et il est encore plus vrai, aujourd'hui, que la paix et la bonne volonté mondiale ne sont paralysées que par 10 ou 15 o/o de la population du monde. C'est pour cette raison que les efforts tentés en vue de réduire les armées ont non seulement échoués jusqu'ici, mais qu'ils se sont heurtés à des armements terrestres et aériens vastement accrus. C'est pour cette raison que même les efforts tendant à maintenir les limites actuelles des armements navals, au cours des années à venir, accusent en ce moment si peu de succès. Cependant la politique des Etats-Unis a été claire et constante. Nous avons cherché sincèrement et par tous les moyens possibles à limiter les armements mondiaux et à résoudre d'une façon pacifique tous les conflits entre les nations.

Nous avons cherché, par tous les moyens légitimes, à exercer notre influence morale contre la politique de répression, de discrimination, d'intolérance et d'autocratie, et en faveur de la liberté d'expression, de l'égalité devant la loi, de la tolérance religieuse et du gouvernement populaire.

Dans l'ordre commercial, nous nous sommes appliqués à encourager un échange plus raisonnable des ressources mondiales. Dans l'ordre de la finance internationale, nous avons, en ce qui nous concerne, mis fin à la diplomatie du dollar, à l'accaparement des richesses, à la spéculation au bénéfice des puissants et des riches aux dépens des petits et des faibles.

### La neutralité américaine

Comme élément logique d'une politique claire, les Etats-Unis pratiquent une double neutralité à l'égard de toute et chaque nation menant une guerre qui n'intéresse pas directement les Américains. *Premièrement, nous refusons d'encourager la poursuite de la guerre en permettant aux belligérants de se procurer aux Etats-Unis des armes, des munitions et du matériel de guerre. Deuxièmement, nous cherchons à décourager l'emploi, par des nations belligérantes, en quantité supérieure à celle que nous exportons normalement à leur intention en temps de paix, de tous produits américains de nature à précipiter la poursuite de la guerre.*

Je veux espérer que ces objectifs, exposés ainsi clairement et sans équivoque, seront poursuivis par la coopération entre ce Congrès et le Président.

J'ai conscience d'avoir insisté devant vous sur la gravité de la situation devant laquelle se trouvent les peuples du monde. Cette insistance est justifiée par l'importance qu'elle présente pour la civilisation et, partant, pour les Etats-Unis. *La paix est mise en danger par une minorité et non par la majorité. La paix est menacée par ceux qui cherchent à s'assurer une puissance égoïste.* Le monde a déjà connu des époques analogues, par exemple au temps où des roitelets et des barons féodaux modifiaient tous les quinze jours la carte de l'Europe ou lorsque les grands empereurs et les grands rois se disputaient avec rage un empire colonial.

Nous espérons que nous ne sommes pas, de nouveau, à la veille d'une époque de ce genre. A supposer, toutefois, que nous soyons contraints d'y faire face, les Etats-Unis et le reste des Amériques n'ont qu'un seul rôle à jouer : *par une neutralité bien organisée, ne rien faire pour encourager le conflit ; par un système de défense appropriée, nous préserver de toute participation et de toute attaque ; enfin, par l'exemple et par tous les encouragements et appuis légitimes, amener les autres nations à en revenir aux voies de la paix et de la bonne volonté.*

### La politique intérieure

Les faits qui s'offrent à nous démontrent clairement que L'AUTOCRATIE DANS LES AFFAIRES MONDIALES MET LA PAIX EN DANGER, et que les menaces de ce genre ne proviennent des nations vouées à l'idéal démocratique. *Si cela est vrai pour ce qui est des affaires mondiales, cela doit également pe-*

*ser d'un très grand poids dans la détermination de la politique intérieure.*

Chez les nations démocratiques, la grande préoccupation du peuple est d'empêcher que soient maintenues, ou que s'établissent des institutions autocratiques, qui engendrent l'esclavage à l'intérieur et l'agression au dehors. *Aux Etats-Unis, comme dans le monde en général, l'opinion du peuple est en conflit avec la minorité qui cherche à s'assurer le pouvoir.*

Il n'y a là rien de nouveau. La question a été débattue à fond dans la convention constitutionnelle de 1787. Depuis lors, le combat a repris à intervalles, sous Jefferson, Jackson, Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson. Plus récemment, nous avons connu la domination exercée sur le gouvernement par des groupes financiers et industriels numériquement petits, mais politiquement prédominants, au cours des douze années qui suivirent la guerre mondiale. Le groupe actuel dont je parle est, en fait, numériquement petit, et s'il est vrai qu'il exerce une grande influence et qu'il a beaucoup à dire dans le monde des affaires, il n'exprime pas, j'en suis persuadé, les véritables sentiments des éléments moins bruyants et plus importants qui constituent vraiment l'activité américaine.

En mars 1933, je faisais appel au Congrès et au peuple dans un nouvel effort pour rendre le pouvoir à ceux auquel il appartient de droit. La réponse à cet appel a permis d'écrire un nouveau chapitre dans l'histoire du gouvernement populaire. Vous, les membres du Législatif et moi, l'Exécutif, nous avons lutté pour établir, et nous avons établi, un nouveau rapport entre le gouvernement et le peuple.

Quelle était la nature de ce nouveau rapport ? *C'était un appel contre les clamours de nombreux intérêts privés égoïstes, voire un appel contre les intérêts partisans, en faveur de l'idéal de l'intérêt public.* Le gouvernement devenait le représentant et le mandataire de l'intérêt public. Notre but était de construire sur des institutions essentiellement démocratiques, tout en nous efforçant d'ajuster les charges, de venir en aide aux besogneux, de protéger les faibles, de libérer les exploités et de défendre vraiment le domaine du peuple. Il va sans dire que, pour créer un ordre constitutionnel économique de ce genre, il fallait plus qu'un seul acte législatif. Il vous a fallu, à vous les membres du Congrès, et à moi, l'Exécutif, construire sur une base étendue. Aujourd'hui, après 34 mois d'effort nous avons sous les yeux un tout suffisamment arrondi. Nous avons rendu la direction du gouvernement fédéral à la Cité de Washington.

Certes, ce faisant, nous avons appelé la bataille. *Nous avons encouru la haine des rapaces retranchés.* La nature même du problème qui se posait pour nous nous obligeait de chasser du pouvoir certains éléments et d'en soumettre d'autres à une réglementation sévère.

Je m'en suis expliqué clairement lorsque j'ai prêté serment en mars 1933. J'ai parlé des procédés des changeurs dépourvus de scrupules, cités à la barre de l'opinion publique, j'ai parlé de ceux qui présidaient aux échanges des denrées mondiales et dont l'insuccès tenait à leur opiniâtreté et à

leur incompétence. J'ai dit qu'ils avaient reconnu leur échec et qu'ils avaient abdicqué.

Qu'ils avaient abdicqué ? Oui, en 1933, mais voilà que, le danger passé, ils oublient leurs aveux compromettants et reviennent sur leur abdication.

Ils cherchent à reprendre leur pouvoir égoïste. Ils s'offrent à nous ramener, au moyen des anciens errements, dans l'ancienne et triste situation.

### Les autocraties économiques

Il y a pourtant des groupes résolus qui tiennent précisément à cela. Exposé rigoureusement à l'examen du public, leur véritable caractère se révèle. *Ils se parent faussement des dehors d'un grand idéal constitutionnel pour servir des intérêts spéciaux discrédités.* Gardiens et mandataires de vastes groupes d'actionnaires privés, ils cherchent d'une façon coupable à porter les biens et les intérêts qui leur sont confiés dans l'arène de la politique des partis. *Ils cherchent — eux qui ne sont qu'une minorité dans les affaires et la finance — ils cherchent à dominer, et ils dominent souvent en effet et font servir à des fins personnelles des sociétés industrielles ou commerciales légitimes et des plus honorées.* ILS MÈNENT UNE VASTE PROPAGANDE TENDANT À RÉPANDRE LA CRAINTE ET LA DISCORDE DANS LA POPULATION. LEURS BANDES VOUDRAIENT S'ATTAQUER AUX LIBERTÉS DU PEUPLE.

Le principe qu'ils voudraient inculquer au gouvernement, s'ils réussissent à s'emparer du pouvoir, ressort nettement des principes que tant d'eux ont introduits dans leurs propres affaires : *l'autocratie à l'égard des travailleurs, à l'égard des actionnaires et des consommateurs.* Autocrates dans les petites choses, ils visent à l'autocratie dans les grandes. « C'est à leurs fruits que vous les connaissez. »

Si ces messieurs croient vraiment, comme ils le prétendent, que les mesures adoptées par le Congrès actuel et par son prédécesseur et appliquées par le gouvernement actuel ont été gâtées plutôt que favorisées la reprise des affaires, qu'ils soient logiques : qu'ils proposent, dans ce cas, au Congrès actuel, l'abrogation entière de ces mesures. La voie est libre pour une telle proposition.

Il faut que l'action soit positive et non négative. La voie est libre au Congrès des Etats-Unis pour exprimer son opinion par oui ou non. Disons-nous que les valeurs sont rétablies et que, en conséquence, le Congrès voudra rapporter les lois par l'application desquelles nous avons amené leur rétablissement ? Disons-nous que, parce que le revenu national s'est accru avec la prospérité montante, nous rapporterons les impôts existants et retarderons ainsi le jour où nous approcherons d'un budget en équilibre et où nous commencerons à réduire la dette publique ? Abandonnerons-nous l'aide raisonnable apportée aux banques et la réglementation des affaires bancaires ? Rétablirons-nous le dollar à son ancienne valeur-or ? Disons-nous à l'agriculture : « Les prix de vos produits sont en partie rétablis. Maintenant, allez et bêchez vous-même votre champ » ? Disons-nous aux propriétaires et aux débiteurs : « Nous avons réduit vos taux d'intérêt. Nous ne nous soucions plus de

la façon dont vous entretenez vos maisons ou de ce que vous payez pour votre argent : c'est votre affaire » ? Disons-nous aux quelques millions de citoyens en chômage, que confronte le problème même de l'existence, celui d'avoir assez à manger : « Nous cesserons de vous donner du travail ; nous vous remettons à la charité de vos communautés et aux mains de ces hommes au pouvoir égoïste qui vous disent que peut-être vous emploieront-ils, si le gouvernement leur laisse rigoureusement la paix ? » Disons-nous : « Votre problème est purement local, sauf que, peut-être, le gouvernement fédéral, par un acte de générosité pure, sera disposé à verser à votre ville ou à votre comité quelques misérables dollars pour aider à entretenir vos soupes populaires ? » Disons-nous aux enfants qui ont travaillé tout le jour : « Le travail des enfants est une question régionale, et il en est de même de vos salaires de famine. C'est quelque chose qui doit être résolu — ou laissé sans solution — par la juridiction de 48 Etats ? » Disons-nous aux travailleurs : « Votre droit de vous organiser, vos relations avec votre employeur n'ont rien à voir avec l'intérêt public ; si votre employeur ne veut même pas se rencontrer avec vous pour discuter vos problèmes et les siens, ce n'est aucunement notre affaire ? » Disons-nous aux chômeurs et aux vieillards : « La sécurité sociale n'entre pas dans le domaine du gouvernement fédéral : il vous faut chercher secours ailleurs ? » Disons-nous aux hommes et aux femmes qui vivent dans des conditions sordides à la campagne ou à la ville : « Votre santé et votre bonheur, ceux de vos enfants ne nous regardent pas ? » Exposerons-nous une fois de plus notre population aux dangers en rapportant des lois votées pour la protéger contre la perte de ses honnêtes placements et contre les agissements de spéculateurs malhonnêtes ? Abandonnerons-nous les magnifiques efforts du gouvernement fédéral pour élever le niveau d'hygiène du pays et pour donner à la jeunesse une chance convenable par des moyens tels que le Civilian Conservative Corps ?

Acceptons ces défis. Si c'est là ce que veulent ces messieurs, qu'ils le disent au Congrès des Etats-Unis. Qu'ils ne dissimulent plus leur désaccord sous le lâche manteau des généralités. Qu'ils posent clairement la question à résoudre ? Nous avons été précis dans notre action positive, qu'ils soient eux-mêmes précis dans leur attaque négative.

Mais le défi auquel doit faire face ce Congrès est plus menaçant que ne le serait un simple retour au passé — si préjudiciable que ce retour pût être. *Nos superbes autocraties économiques ne veulent pas en revenir à l'individualisme qu'ils ont toujours à la bouche, encore que les avantages de ce système soit réservé à ceux qui sont forts et sans pitié.* Ils se rendent compte qu'en 34 mois nous avons fabriqué de nouveaux instruments de puissance publique aux mains d'un gouvernement populaire, la puissance politique est saine et appropriée à son objet. Mais aux mains de mannequins politiques manœuvrés par une autocratie économique, cette puissance mettrait aux fers les libertés

populaires. *Si on laisse faire cette autocratie, elle suivra le chemin tracé par toutes les autocraties du passé — elle visera au pouvoir pour elle-même et à l'esclavage pour le peuple.*

Son arme est la crainte. J'ai dit : « La seule chose que nous ayons à craindre est la crainte elle-même ». C'est aussi vrai aujourd'hui que ce l'était en 1933. Mais la crainte qu'inspirent nos autocrates aujourd'hui n'est pas une crainte naturelle, normale. *C'est une crainte synthétique, fabriquée, empoisonnée, une crainte répandue subtilement, à grands frais, habilement, par les hommes mêmes qui criaient à l'époque: « Sauvez-nous, sauvez-nous nous périssons ! »*

J'ai confiance que le Congrès des Etats-Unis se rend bien compte de ce qu'il en est, et qu'il est disposé à mener une guerre sans trêve à ceux qui cherchent à perpétuer l'existence de ce sentiment de crainte. Les lois de notre pays, pour être mises en vigueur telles qu'elles ont été votées par le Congrès, demandent à être protégées, tant que la plus haute instance du pays ne se sera pas prononcée sur elles en dernier ressort. Le Congrès a le droit et peut trouver le moyen de protéger ces prérogatives.

Notre confiance actuelle est justifiée. L'augmentation du revenu national, qui n'a cessé de se manifester au cours de trois années successives, vient à l'appui de la politique normale et logique, grâce à laquelle l'agriculture et l'industrie reprennent leur pleine activité. Par cette politique, nous nous rapprochons de l'équilibre budgétaire. Le revenu national s'accroît. Les recettes fiscales basées sur ce revenu grandissent elles aussi, sans qu'il y ait à lever de nouveaux impôts. Aussi puis-je, en cette seconde session du 74<sup>e</sup> Congrès, exprimer ma conviction, basée sur les lois actuellement existantes, qu'il n'est nécessaire ni opportun d'ajouter aucun impôt nouveau aux impôts actuels.

Le revenu national progresse. Le besoin de main-d'œuvre augmente, nous pouvons donc espérer une réduction du nombre des citoyens qui sont dans le besoin. Nous pouvons aussi nous attendre à une réduction des crédits affectés aux secours.

A la lumière de nos sérieux progrès économiques; à la lumière du progrès grandissant qui s'opère dans le rétablissement de la souveraineté populaire, j'engage le Congrès à aller de l'avant

et non pas à battre en retraite. J'ai confiance que vous ne vous déroberez pas à l'appel du peuple américain, dont vous avez déjà si fidèlement exécuté le mandat. Je répète avec la même foi et la même résolution les paroles du 4 mars 1933 : « Nous faisons face au temps difficile qui s'étend devant nous avec l'ardent courage que donne l'unité nationale, avec la claire conscience de rechercher d'anciennes et de précieuses valeurs morales; avec la satisfaction saine que donne l'accomplissement sévère de leur devoir aux jeunes comme aux vieux. Nous cherchons à obtenir la certitude d'une vie nationale harmonieuse et stable. *Nous n'éprouvons aucun doute quant à l'avenir de ce qu'il y a d'essentiel dans la démocratie.* »

Je ne puis mieux terminer ce message sur l'état de l'Union qu'en répétant les paroles d'un profond philosophe dont je fus le disciple, il y a bien des années : « Ce que les grandes crises enseignent à tous les hommes inspirés par l'exemple et le conseil des braves est la leçon suivante : *« Ne craignez point, considérez comme sacrées toutes les tâches de la vie, ayez foi dans le triomphe idéal, donnez chaque jour tout ce que vous pouvez donner, soyez loyaux et fidèles, et réjouissez-vous lorsque vous vous trouverez incorporés à une grande entreprise idéale.* Vous avez en ce moment l'honneur d'appartenir à une génération dont les livres sont touchées par le feu. Vous vivez dans un pays qui goûte maintenant les bienfaits de la paix. *Mais que rien de ce qui est humain ne vous soit totalement étranger.* La race humaine traverse à présent une de ses grandes crises. De nouvelles idées, de nouvelles questions, un nouvel appel adressé aux hommes, les invitent à poursuivre l'œuvre de justice, de charité, de courage, de patience et de fidélité. Toutes les fois que vous retrouverez l'heure actuelle dans vos souvenirs, puissiez-vous dire : *« Ce fut un grand moment qui marqua le commencement d'une ère nouvelle. Le monde, au milieu de sa crise, demandait des volontaires, des hommes possédant la foi dans la vie, la patience dans le service, ayant en eux la charité, la vue profonde des choses. J'ai répondu à cet appel, toutes les fois que je l'ai pu. Je m'en suis offert pour me donner à mon maître, c'est-à-dire à la cause d'une haute vie humaine. J'ai étudié, j'ai aimé, j'ai travaillé sans réserve et avec l'espoir, pour être digne de ma génération.* »

Lire dans le prochain numéro des CAHIERS

## LE RASSEMBLEMENT POPULAIRE

Son programme — Son règlement

# LA GUERRE D'ÉTHIOPIE ET LA SÉCURITÉ COLLECTIVE

## INTERVENTIONS A LA CHAMBRE <sup>(1)</sup>

de MM. Léon BLUM, Yvon DELBOS, Paul REYNAUD, Gabriel PÉRI

### DISCOURS DE M. LÉON BLUM

#### Qui veut la paix ?

...Messieurs, je vous en avertis, nous ne vous laisserons pas vous emparer contre nous de ce mot et de cette idée sacrée pour nous : la paix. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

La volonté de paix qui existe dans ce pays et que nous constatons avec une joie si profonde, est pour une large part notre œuvre. (*Exclamations à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Nous l'avons façonnée et forgée depuis quinze ans, sous les menaces, sous les injures et sous les outrages. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Même, si je ne m'étais interdit de parler à la première personne, je pourrais dire que, de ces menaces et de ces outrages, j'ai eu personnellement ma part ici même. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

A GAUCHE. — Et Herriot ! (*Applaudissements à gauche.*)

M. LÉON BLUM. — Nous avons, nous, servi la paix. Nous l'avons servie toujours, au risque de compromettre notre popularité, nos intérêts immédiats de parti et en courant même parfois quelques autres risques.

Aujourd'hui, les hommes qui nous ont toujours combattus, ceux qui, pour ne pas citer d'autres exemples, poursuivaient sous la haine et sous l'outrage la vieillesse de Briand... (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche. — Interruptions au centre et à droite.*)...

Voilà que ces mêmes hommes essayent de se servir de la paix, de s'en servir contre nous, de s'en servir à leur profit... (*Vives interruptions à droite.*)

(1) Nous ne pouvons, faute de place, donner que des extraits des discours prononcés à la Chambre des députés dans la séance du 27 décembre 1935 par MM. Léon Blum, Yvon Delbos, Paul Reynaud et Gabriel Péri. Nous recommandons très vivement aux lecteurs de se procurer les deux numéros du *Journal Officiel* (28 et 29 décembre) qui reproduisent intégralement le débat. — N.D.L.R.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous prie, Messieurs, de cesser ces interruptions. Vous avez des orateurs inscrits, ils répondront.

M. LÉON BLUM. — ...soit dans l'intérêt du régime étranger qui leur sert de modèle et d'exemple (*dénégations au centre*), soit dans leur propre intérêt de parti.

Messieurs, nous ne sommes pas dupes, croyez-le bien.

Je vois bien quelle aubaine inattendue représente aujourd'hui, pour vous, ce thème à jeter dans les batailles politiques de demain, dans les batailles électorales auxquelles vous n'êtes pas sans songer quelque peu. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.*)

Les élections sont proches. (*Interruptions au centre et à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Ces interruptions rendent tout débat impossible.

Si elles continuent, je suspendrai la séance.

M. LÉON BLUM. — Messieurs, les élections sont proches. Peut-être ne les abordiez-vous pas avec une confiance et une joie infinies. Vous sentiez bien le poids de la crise qui se prolonge et qui s'aggrave, de la déflation, des décrets-lois ; vous saviez que le complot public ourdi contre les libertés républicaines avait noué entre nous le véritable faisceau, le faisceau de tous les républicains (*exclamations et rires à droite et au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche*) décidés à défendre les libertés démocratiques.

Les perspectives n'étaient pas fort encourageantes.

Et voilà que, tout d'un coup, vous vous êtes dit que vous alliez pouvoir déplacer le terrain de lutte...

M. GAILLEMIN. — Et dire qu'il s'agit d'une interpellation sur la politique extérieure ! (*Applaudissements au centre et à droite.*)

M. LÉON BLUM. — ...que vous alliez pouvoir changer les conditions de la bataille en posant au pays la question : « La paix ou la guerre ? » et en vous présentant comme les défenseurs de la paix. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

A DROITE. — Oui ! oui !

M. LÉON BLUM. — Vous voyez bien, Messieurs, que j'ai raison et vous confirmez vous-mêmes mes paroles.

Eh bien ! je crois que vous prenez un peu trop en mépris le bon sens et l'intelligence des masses populaires. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Le peuple de ce pays n'est pas si facile à duper ; il vous connaît et il nous connaît. Il connaît notre passé, il connaît nos actes. Il sait que nous n'avons changé, ni les uns ni les autres. (*Interruptions à droite.*)

Messieurs, vous n'amènerez pas le pays à se méprendre sur les hommes qui sont les véritables champions et les véritables tenants de la paix...

#### La dictature et la guerre

Nous avons le droit de rappeler que l'objet même du socialisme international est d'éliminer entre toutes les nations les causes mêmes des guerres en supprimant entre elles la concurrence comme entre les individus. (*Nouvelles interruptions à droite et au centre.*)

Nous avons aussi le droit de rappeler que c'est en grande partie par amour de la paix, et par volonté de paix, que nous défendons, comme nous les défendrons toujours, les libertés démocratiques. Nous savons que la dictature appelle la guerre. (*Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur divers bancs au centre.*) Nous savons que la guerre est la pente fatale des dictatures. Et, si l'histoire de notre pays ne nous l'avait pas enseigné, celle du conflit italo-éthiopien suffirait à nous l'apprendre. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

C'est, en effet, une dictature qui a commis l'agression, et elle l'a commise parce qu'elle était une dictature. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*) Encore aujourd'hui, c'est le poids de la dictature qui l'empêche d'arrêter la guerre et d'accepter les offres honorables de conciliation. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Messieurs, croyez-moi, le pays sait tout cela et il sait aussi ce qu'est pour nous la paix. Il sait qu'à nos yeux — comme aux yeux, je suis fier de le constater, de tous les républicains — la paix représente entre les nations ce qu'est la justice entre les citoyens.

Elle repose sur l'égalité des droits entre les nations, et c'est pour cela qu'elle est indivisible. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Elle repose sur la substitution du droit à la force pour le règlement de tous les litiges internationaux.

Elle repose sur la solidarité des nations entre elles, sur l'assistance qu'elles doivent se prêter l'une l'autre contre l'agresseur d'une seule d'entre elles, grande ou petite.

Elle repose sur cette fiction magnifique qui fait que l'agresseur d'un seul devient l'ennemi de tous, fiction qui est en train de devenir une réalité puissante et qui, dans ce monde moderne où vous savez bien que l'isolement d'une nation finit par développer autour d'elle une atmosphère irrespirable, asphyxiante, condamne fatalement à la défaite le pays qui se sera insurgé contre la loi internationale.

(*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche. — Interruptions au centre.*)

Elle repose enfin — nous n'oublierons jamais quant à nous de l'ajouter — sur le désarmement général et sur le contrôle mutuel qui doivent finir, en s'intégrant dans la vie internationale, par éliminer jusqu'à la possibilité même d'une agression. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)...

#### La S.D.N. et la Paix

Combien de fois nous a-t-on tournés en dérision ou pris en compassion, en nous disant : « Qui ! chimère très belle, chimère très noble, mais chimère tout de même ! Votre Société des Nations, c'est une vaine et inerte parlote. Elle est incapable de se résoudre, incapable de parvenir à l'unanimité. Elle est sans force pour imposer le droit, sans force pour arrêter une agression ou pour la réprimer, sans force pour secourir le faible qui serait victime d'une agression ! »

Et voilà qu'aujourd'hui, Messieurs, ce système de la paix, soumis à la plus difficile et à la plus dangereuse des épreuves, semble trouver une force nouvelle, une vitalité nouvelle, dans l'épreuve même ! Voilà qu'il montre, à l'étonnement d'une partie de l'Europe, sa consistance et son efficacité !

La Société des Nations ressuscitée en quelque sorte devant l'agression, bien que l'agresseur soit cette fois une grande puissance. Elle est unanime dans sa décision ; elle est unanime pour mettre son autorité collective, sa force collective, au service de la loi internationale ; elle est unanime pour appliquer les sanctions.

Vous devriez alors venir à résipiscence. Vous devriez nous dire : « C'est vous qui aviez raison ! » Vous, les néophytes de la paix, vous devriez vous réjouir et vous féliciter avec nous de cette transformation presque miraculeuse. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche. — Interruptions au centre.*)

Eh bien ! non. Au lieu de manifester leur joie, les néophytes de la paix font tout au monde pour entraver le jeu de la solidarité internationale.

Quant à nous, on ne nous bafoue plus maintenant comme des utopistes, on nous dénonce comme des fauteurs de guerre. (*Rires à l'extrême gauche.*) Nous n'avons pas changé, nous sommes toujours les mêmes hommes. Hier, nous étions les « pacifistes bélants » ; aujourd'hui, nous sommes les « sanctionnistes » et les « bellicistes » ! (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.*)

Non seulement nous sommes les sanctionnistes et les bellicistes, mais on nous avise chaque jour que nos noms sont inscrits d'avance sur le carnet B des ligues fascistes. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Je me permets de signaler à la Chambre une seconde conséquence, qui ne me paraît pas moins étrange que la première.

Avant leur surprenant renversement de rôles, nos adversaires nous répétaient : « Bien entendu, la France, quand elle a signé le pacte, était de bonne foi. Elle est toujours de bonne foi. La France, elle, est prête à tenir tous les engagements qu'elle a souscrits. Mais les autres puissances ? D'abord —

comme le rappelait si judicieusement tout à l'heure M. le président du Conseil — certaines d'entre elles sont absentes de Genève. Et les autres ?

« Ne voyez-vous pas, en particulier, disaient les adversaires et les critiques, que l'Angleterre se dérobe de plus en plus évidemment chaque fois qu'il s'agit de matérialiser et de préciser les obligations du pacte ? Ne voyez-vous pas qu'elle se détache de plus en plus des affaires continentales, qu'elle s'enferme avec ses dominions dans le splendide isolement de son empire ? »

Combien de fois avons-nous entendu critiquer notre naïveté et déplorer cette absence possible des grandes puissances le jour où les obligations du pacte risqueraient de se traduire en réalités !

Et voilà, Messieurs, qu'en Angleterre aussi se produit un revirement d'une puissance, et je dirai d'une magnificence vraiment admirables. Dans ce pays, par la véritable force des démocraties, c'est-à-dire une opinion publique sincère éclairée par une presse libre (*applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*), s'est produit le plus inattendu, mais le plus salutaire des revirements. Il s'est traduit par le plébiscite de la paix, par les élections, par la dernière séance de la Chambre des communes. L'Angleterre entière veut fonder sa politique sur le pacte ; entière elle se déclare résolue à ne pas limiter les sacrifices qu'elle consentira à la sécurité collective.

Vous devriez vous féliciter, vous réjouir de ce changement inappréciable, inestimable, non seulement pour la paix générale, mais pour la sécurité particulière de la France. Devant cette communauté de pensée et de but, vous devriez resserrer le contact entre la démocratie britannique et la nôtre.

Pas du tout ! Par la même inconséquence extraordinaire, vous vous appliquez à jeter les pires équivoques entre l'opinion anglaise et la France ; vous créez en Angleterre le soupçon — qui pourrait être si périlleux pour la France à l'heure du danger — que c'est la France qui manque de fidélité au pacte qu'elle a souscrit. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Vous lui permettez de penser qu'entre la Société des Nations et l'agresseur, c'est du côté de l'agresseur que la sympathie du Gouvernement français s'est portée. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Vous connaissez le langage tenu, il y a quelques semaines, par lord Cecil. Vous savez celui qu'a tenu M. Baldwin devant la Chambre des communes. Il serait demain celui de toute l'Angleterre si la Chambre devait ratifier et endosser les erreurs funestes de l'homme qui représente le Gouvernement français. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)...

#### Nécessité du désarmement

La campagne entreprise pour la justification de la politique de M. Laval a mis en cause l'idée même de l'organisation de la paix, le principe même de la Société des Nations.

La Société des Nations, a-t-on dit — j'ai retrouvé ces expressions presque littérales dans la déclaration lue par M. Pierre Laval — la Société des Nations est issue d'une volonté de paix, et l'on

s'efforce de retourner aujourd'hui contre elle la volonté de paix dont elle est issue.

On nous dit : qu'est-ce que ce système international, que cette loi internationale faite pour régler et pour imposer la paix et qui menace aujourd'hui de conduire à la guerre ?

On dit encore : la Société des Nations, c'est la guerre ; la solidarité internationale, c'est la guerre ; les sanctions, c'est la guerre.

Voilà, Messieurs, la campagne périlleuse que, dans une large mesure, la politique ministérielle a couverte de sa caution.

Il y a là, Messieurs, un problème sur lequel j'ai réfléchi, je vous prie de le croire, comme je suis assuré que vous l'avez fait tous, c'est-à-dire avec toute la force de réflexion et de méditation dont je suis capable et je veux, là-dessus, dire à la Chambre toute ma pensée qui sera, j'en suis convaincu, celle de mes amis, sans détour et sans réticence aucune.

Il est vrai que, pour purger l'organisation de la paix de tout résidu virtuel de guerre, il faudrait que l'Europe fût désarmée. C'est le désarmement qui rend impossible toute rébellion vis-à-vis de la loi internationale ; c'est le désarmement qui rend impossibles ces initiatives de conquête tendant à placer la communauté internationale devant cette réalité hideuse qu'on appelle le fait acquis, le fait accompli.

Le désarmement est la garantie dernière de l'arbitrage. C'est lui qui garantit l'exécution des sentences arbitrales dont il est, par lui-même, la caution.

Des nations qui auraient désarmé, qui ne possèderaient plus de puissance offensive, ne pourraient se rebeller ni contre le juge, ni contre le jugement, et c'est pour cela qu'à nos yeux le désarmement est et reste un des éléments indissolubles de toute organisation pacifique internationale. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Ceux qui sont aujourd'hui devenus, contre nous, de si grands pacifistes, devraient le prouver en réclamant le désarmement avec nous.

Tant que les nations resteront armées, tant qu'elles conserveront une puissance offensive, il est impossible d'exclure totalement l'hypothèse où la communauté internationale serait contrainte d'user de la force collective pour réprimer l'agression ou pour imposer sa sentence. (*Mouvements divers.*) Je le dis franchement, comme je le pense, et je dis qu'exclure *a priori* cette hypothèse, quelles que soient les conditions, quels que soient les cas, c'est laisser à l'agresseur le champ libre, c'est lui laisser la chance ouverte, surtout dans des hypothèses comme celles que sir Samuel Hoare a examinées dans son discours de Londres, c'est-à-dire dans l'hypothèse où l'agresseur est assez puissamment armé, assez prêt et assez prompt dans son action pour garder l'avantage des prises brutales et des offensives de décision.

Si cet agresseur-là sait que, en toute hypothèse et quoi qu'il arrive, le recours à la force collective doit être considéré comme exclu, il sera tenté d'user de sa force. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

Par conséquent, je le dis, tant que le désarmement ne sera pas une réalité acquise, dans toute organisation internationale de la paix restera inclus un risque de guerre...

### Les sanctions menacent-elles la Paix ?

La sécurité de chaque nation consiste préci- sément dans la certitude de la garantie et de l'as- sistance que toutes les autres lui prêteront au jour du péril.

Et comment pourrait-elle refuser aux autres la garantie et l'assistance, dont elle se prépare à revendiquer le bénéfice ? Que serait cette société où l'un des associés revendiquerait sa pleine part de profits et prétendrait déclinier toutes les pertes ? Ni dans les contrats publics, ni dans les contrats pri- vés on n'a encore découvert cette espèce de combi- naison rée qui permettrait de se préserver contre tous les risques sans en assumer soi-même aucun.

Et, Messieurs, ce risque né de la solidarité, je tiens à le dire de toute ma force devant la Chambre, ce risque né de la solidarité, de quel poids est-il pour une nation quelconque, si puissante soit-elle, à côté de celui où elle resterait exposée dans un monde de proie, dans un monde livré à la fois à la cruauté des égoïsmes et à l'avidité des appétits conquérants ? (*Applaudissements à l'extrême gau- che et sur plusieurs bancs à gauche.*)...

...Jamais, ni à Genève, ni à Londres, ni ailleurs, il n'a été question, j'imagine, d'apporter un secours armé à la puissance attaquée, ce secours que nous lui aurions dû en vertu du plan que M. Tardieu a déposé à Genève.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Quand j'étais président du Conseil.

M. LÉON BLUM. — Jamais, que je sache, il n'a été question d'user de la force contre l'agresseur ni de lui appliquer des sanctions militaires.

Les sanctions déjà décidées et celles dont l'appli- cation doit être prochainement envisagée, ce sont des sanctions pacifiques, que tous les membres de la Société des Nations — et l'Italie est encore du nombre — se sont obligés à considérer comme telles.

Ici, encore, où réside le risque de guerre ?

Sur ce point, je veux m'expliquer encore aussi librement et aussi franchement que je l'ai fait il y a un instant.

Le risque, le danger, celui auquel M. le président du Conseil a fait une allusion insistante dans la déclaration qu'il a lue tout à l'heure, c'est que, contrairement aux stipulations du pacte, l'agresseur n'en vienne à prendre une initiative de force, pour l'opposer à des sanctions pacifiques, mais jugées par lui trop efficaces.

Je crois que nous sommes bien au cœur du pro- blème. Voilà le risque dont je crois que M. Laval a tiré quelque parti auprès du cabinet anglais. Voilà le risque que la presse ministérielle agit pour émuover l'opinion.

Le tableau sombre et sanglant que l'on dresse en ce moment devant l'opinion, c'est le fascisme ita- lien poussé à bout, jouant le tout pour le tout, n'ayant plus rien à perdre, se jetant soudain dans une entreprise désespérée et répondant aux sanc-

tions pacifiques par une attaque sur la flotte anglaise ou sur les côtes françaises, ou sur l'Égypte, ou sur la Tunisie. C'est bien cela, n'est-ce pas ?

On prétend que de telles menaces ont été articu- lées formellement, au nom de l'Italie. Je l'ignore et je ne peux pas le croire. Je ne peux pas supposer que M. Laval, gardien de l'honneur de son pays, les aurait un seul instant tolérées. Mais qu'elles aient, ou non, trouvé cette expression officielle et insupportable, le danger dont on nous menace est bien là, n'est-ce pas, Messieurs ?

Les sanctions, au regard de la Société des Na- tions et du pacte, sont bien pacifiques ; mais ces sanctions pacifiques risquent de provoquer une rétorsion, comme disait Poincaré, d'ordre militaire, de la part de la puissance qui les subit.

Comme, alors, les obligations d'assistance mu- tuelle entrent en jeu ; comme toutes les puissances qui adhèrent au pacte et qui ont participé à son application sont manifestement tenues de secourir sans retard et sans réserve celle d'entre elles qui serait attaquée dans l'exécution du pacte — M. Laval a reconnu cette obligation dans le memo- randum du 26 octobre, et il l'a rappelée, si j'ai bien entendu, formellement tout à l'heure, dans la déclaration qu'il a lue — on peut se trouver en présence d'une guerre générale résultant de l'appli- cation des sanctions.

Voilà bien la thèse, j'imagine. Je crois l'avoir exprimée, franchement et sans arrière-pensée. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je commence par noter que, jusqu'à présent, l'Italie fasciste a reconnu que l'application des sanctions pacifiques ne pouvait légitimer ou provo- quer de sa part aucune rétorsion d'ordre militaire.

Si j'en crois une correspondance toute récente du *Temps*, la même affirmation aurait été faite, le cas échéant, pour les sanctions pétrolières elles-mêmes.

Quoi qu'il en soit, voici la réponse que je crois pouvoir opposer à la thèse que j'ai loyalement exposée.

Dans le conflit italo-éthiopien, il n'y a pas de guerre possible, il n'y a pas de danger de guerre possible, si tous les États sont loyalement et ferme- ment résolus à remplir leurs obligations vis-à-vis de la Société des Nations. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Il n'y a pas de guerre possible, ni de danger de guerre possible, s'ils sont tous fermement, loyalement et pleinement résolus à prêter assistance à celui d'entre eux qui serait l'objet d'une agression, en tant qu'exécutant du pacte.

Il n'y aura menace et danger que s'il y a doute sur la fidélité au pacte, doute sur l'assistance vis-à-vis de la puissance attaquée. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

On ne peut vraiment discuter que sur des con- jectures vraisemblables. Quelle vraisemblance, quelle possibilité y a-t-il — quels que soient l'état et la surexcitation du sentiment patriotique en Italie — de supposer que M. Mussolini, déjà engagé dans une guerre suffisamment difficile, jetterait par sur- croît le défi à l'Europe entière ?

Il n'a pu menacer que dans la mesure où on lui a donné lieu de supposer qu'il trouverait l'Europe

partagée et divisée, c'est-à-dire dans la mesure où on lui a donné lieu de supposer qu'il trouverait le Gouvernement français favorable à son opération. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*) Il n'a pu menacer que dans la mesure où il a pu supposer que sa menace jetterait le trouble et provoquerait la division entre les puissances et, par là même, permettrait d'arrêter le développement des sanctions pacifiques.

Eh bien ! moi, je dis que c'est celui qui a créé le trouble qui a permis la menace et qui a provoqué le véritable danger, et je dis que c'est là la faute impardonnable de M. Pierre Laval. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.* — *Exclamations à droite et au centre.*)

Il a créé le doute, il s'est fait l'interprète de la menace, il a donné lieu à M. Mussolini d'espérer que la menace trouverait la France complaisante et, par conséquent, l'Europe divisée. Il a, par là même, créé le risque de guerre dont il s'arme aujourd'hui pour justifier sa politique. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.* — *Exclamations à droite et au centre.*)

Car, Messieurs, que vous le vouliez ou non, ce n'est pas dans l'application du pacte qu'est le véritable danger, c'est dans le manque de fidélité au pacte. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)...

#### Sécurité collective, sécurité française

La presse officieuse a travesti la situation à tel point qu'aujourd'hui, en France, un grand nombre de très braves et très sincères gens croient que le problème de la paix ou de la guerre en ce qui nous concerne, que le problème de notre sécurité, c'est le problème franco-italien.

Non, Monsieur de Lasteyrie. Je pense, quant à moi, que c'est le problème franco-allemand. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. CHARLES DE LASTEYRIE. — Nous sommes d'accord !

M. LÉON BLUM. — La France n'a rien à redouter de M. Mussolini, par cette raison péremptoire qu'il dépend de la France seule que la solidarité internationale soit rigoureusement maintenue contre lui.

Le risque réel porte un autre nom. Il s'appelle Hitler ; il s'appelle ce régime raciste d'où chaque jour nous parvient une nouvelle horreur ; il s'appelle ce réarmement de l'Allemagne que, sans qu'aucune responsabilité pèse, à cet égard, sur nous... (*Interruptions à droite.* — *Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je vais faire appel non pas à la bienveillance ou à la courtoisie de la Chambre, mais à son égoïsme bien entendu. Si elle me laisse continuer mon exposé comme j'ai pu le faire depuis la reprise de la séance, je n'en aurai plus que pour dix ou quinze minutes.

Le risque réel s'appelle ce réarmement hitlérien que, par malheur, nous n'avons su ni prévenir, ni arrêter, ni limiter.

Eh bien ! en face du danger hitlérien, quelles sont les conditions de la sécurité de la France ?

Si j'examine les conditions préventives, je constate que la première est l'existence de conventions d'assistance assez formelles et précises pour que toute agression hitlérienne contre la France soit assurée de se heurter à une coalition de forces accusant une supériorité écrasante. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

La seconde condition préventive et préalable de sécurité que j'entrevois, c'est une convention générale de désarmement, conclue, comme je l'ai dit tant de fois à cette tribune, avec ou sans l'Allemagne, mais dans laquelle la pression de la communauté internationale et, s'il le faut, la contrainte des sanctions pacifistes poussées jusqu'à leur extrême limite, obligeraient l'Allemagne à s'incliner. (*Applaudissements à l'extrême gauche.* — *Exclamations à droite.*)

Vous riez, Messieurs. On avait, en effet, beaucoup ri quand, pour la première fois, j'ai parlé ici d'imposer à l'Allemagne, par la voie des contraintes pacifiques, son entrée dans une convention générale de désarmement. (*Applaudissements à l'extrême gauche.* — *Exclamations à droite.*)

Je croyais pourtant qu'aujourd'hui, les sanctions pacifiques étaient quelque chose de moins ridicule ; je croyais que vous en étiez venus à considérer qu'elles pouvaient avoir quelque importance et quelque vertu et qu'elles pouvaient apporter quelque trouble dans la vie intérieure d'une nation et même dans la sécurité et la solidité d'un régime.

Messieurs, voilà les conditions préventives de la sécurité française et si, par malheur, la guerre éclatait cependant, est-ce que ce serait, par hasard, l'alliance de l'Italie qui serait la condition primordiale de notre sécurité ? Non, Messieurs. Vous savez bien que non et l'histoire vous dit que non.

La condition finale et essentielle de notre sécurité, ce serait l'appui sans réserve de la Russie soviétique (*interruptions à droite.* — *Applaudissements à l'extrême gauche*) et de la Grande-Bretagne.

Ce serait l'appui sans réserve de la communauté internationale dénonçant l'agresseur et organisant contre lui, soit sur le plan économique et financier, soit, dans la mesure du possible et du nécessaire, sur le plan militaire, l'assistance mutuelle internationale.

Ce serait le concours de l'opinion universelle et, en particulier, de l'opinion américaine. Ce serait l'appui de la conscience internationale. (*Mouvements divers à droite.*) Ce serait le concours de ces forces économiques et morales dont nous avons vu juger ensemble, il y a quinze ans, qu'elles étaient irrésistibles quand elles étaient unies.

C'est pour cela que la sécurité de la France se confond si étroitement avec la sécurité collective.

Si vous ne le comprenez pas, je vous assure que l'Allemagne hitlérienne, elle, le comprend bien.

En effet, quelle a été son attitude depuis le commencement de la crise ? N'avez-vous pas vu la presse hitlérienne tout entière couvrir de sarcasmes la Société des Nations et se féliciter des difficultés où elle avait été entraînée ?

Vous n'avez pas vu sur quel ton elle a accueilli la nomination de M. Eden ?

Quand deux ambassadeurs sont allés, récemment, entretenir le chancelier allemand de ses intentions, en ce qui concerne une convention possible de désarmement, n'a-t-il pas répondu qu'avant de donner une réponse, avant de se décider, il attendrait la fin du conflit italo-éthiopien ? (*Interruptions à droite.*)

Avant de fixer sa décision définitive, l'Allemagne attend la fin de l'épreuve. Elle veut voir si la Société des Nations tiendra ou non, si l'organisation collective sera la plus forte ou non, aura le dernier mot ou non. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Eh bien ! quand on travaille à dissocier cette sécurité collective au lieu de la consolider, on travaille, en réalité, contre la sécurité directe de la France. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)...

### La politique de M. Laval

A nos yeux, M. Pierre Laval est l'homme qui a affaibli en Europe les forces de paix. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.* — *Interruptions à droite.*)

Depuis six mois, il s'était produit une grande chose une des plus grandes choses de notre histoire : on assistait à la résurrection de la Société des Nations fortifiée par l'adhésion de la Russie soviétique. (*Interruptions à droite.*) On assistait à un renouveau de confiance, de volonté et d'espoir. Par delà les mers, la grande puissance américaine et les dominions étaient eux-mêmes traversés des mêmes courants qui pouvaient les rapprocher, à leur tour, de la communauté européenne.

Toute sa tradition portait la France à la tête de ce mouvement. C'est elle qui aurait dû inspirer, diriger ; c'est elle, comme l'a dit Hugo, qui aurait dû « prendre la tête de la colonne humaine ». C'était là sa tradition, c'était son honneur, c'était son intérêt.

Non seulement M. Pierre Laval, représentant de la France, n'a pas inspiré et n'a pas guidé, mais il a à peine suivi. Il a suivi en reclinant (*applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.* — *Interruptions au centre et à droite.*), en soulevant les difficultés, en accumulant les délais, en raillant les enthousiasmes. Il a été réticent et dilatoire.

Tous les coups qui pouvaient atteindre ce renouveau d'idéalisme et de réalité pacifique, ils sont venus de lui ou ils ont passé par lui. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Et, du fait même que les forces de paix se trouvent lésées, toutes les puissances pacifiques se trouvent découragées.

Nous sommes tous, vous êtes tous, Messieurs, au courant des alarmes qui se propagent, venant de toutes les capitales et je pourrais presque dire, Monsieur le président du Conseil, venant de tous les postes.

L'Angleterre, je n'en parle pas. Vous avez recherché la confiance du Gouvernement soviétique, mais vous avez détruit toute celle que le Gouverne-

ment des Soviets avait mise en vous. (*Interruptions à droite et au centre.*)

Toutes les petites puissances — et vous savez dans quel sens j'emploie ce terme — toutes les petites puissances, sur lesquelles la France exerçait ce noble patronage d'affection dont nous sommes tous fiers, ont été découragées, rebutées, rejetées, soit du côté de l'Angleterre, soit, ce qui est infiniment plus grave, mais ce qui n'est pas moins vrai, vous le savez, du côté de l'Allemagne.

L'opinion d'outre-mer a été détachée, non seulement de la France, mais, ce qui est encore plus grave, de l'Europe.

Je demande, alors, où en est la France ? Qui y a-t-il autour de la France ? Je crains qu'aujourd'hui, l'isolement ne soit complet.

Même en ce qui concerne l'Italie — sans entrer dans une distinction, pourtant légitime, entre le régime italien et le peuple qui le subit — j'ai bien le droit de vous rappeler, Monsieur le président du Conseil, qu'obligé, comme vous l'êtes, d'entrer malgré tout et malgré vous dans l'engrenage de l'action internationale et ayant participé aux sanctions, condamné demain à participer à la sanction pétrolière, vous finirez peut-être par soulever en Italie, contre la France, plus de ressentiment que contre les puissances qui auront pris la tête du mouvement des sanctions. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Vous savez bien que ce que les nations pardonnent le moins, ce sont certaines déceptions, c'est le sentiment des promesses à demi tenues, c'est le sentiment des promesses trompées. Elles finissent par préférer et, en tout cas, elles estiment davantage l'opposition franche, déclarée honnêtement dès le premier jour, que ces concours qui n'ont pas su rester constants jusqu'aux heures vraiment périlleuses.

Nous en avons fait deux fois l'expérience avec l'Italie en n'allant pas jusqu'au bout du secours et de l'amitié qu'elle avait escomptés. Nous l'avons fait en 1859. Nous l'avons fait en 1919 et je crains que nous ne soyons en train de refaire une troisième expérience. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Voilà, Messieurs, un bilan dans lequel je ne mets pas de passion.

Je sais que, cependant, M. Pierre Laval croit de bonne foi travailler à la paix et vouloir la paix. Je crois que, quand il s'interroge lui-même, sa conscience lui rend sur ce point un témoignage dont il se contente.

Seulement, voyez-vous, pour vouloir la paix, il faut la vouloir avec franchise et avec courage. Or, vous avez procédé dans les grandes affaires du monde comme nous vous voyons procéder ici, chaque jour, dans les petites affaires et dans les petits trafics. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*) Vous avez essayé de donner et de retenir. Vous avez essayé de tirer je ne sais combien de moutures du même sac. Vous avez annulé vos actes par des paroles et vos paroles par des actes. Vous avez enveloppé vos déclarations publiques de commentaires, d'insinuations ou d'indiscrétions calculées qui en détruisaient tout l'effet. Vous avez tout altéré par la combinai-

par l'intrigue et par l'entregent. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Ce qui est déplorable et malheureux pour le pays tout entier, c'est que, trop peu sensible à la noblesse et à la puissance des grandes choses désintéressées, vous les ayez ramenées à l'échelle de vos petits moyens. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche. — Vives interruptions et protestations à droite et au centre.*)

M. LOUIS AUBERT. — N'oubliez pas que le président du Conseil représente la France. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

M. LÉON BLUM. — Et c'est comme cela qu'avec des défauts d'un petit modèle, vous êtes arrivé à accumuler de grands désastres.

Je crois qu'aujourd'hui, pour la majorité de cette Chambre, la preuve est faite. Votre complaisance pour l'agression fasciste du dehors a porté à la République un coup aussi cruel que votre con-

vence avec l'entreprise fasciste du dedans. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche. — Interruptions à droite et au centre.*)

Messieurs, il en est des nations comme des hommes : elles s'engagent par leurs bienfaits et par leurs œuvres. C'est parce que la France a fait beaucoup pour l'humanité que l'on attend beaucoup d'elle et c'est pour cela qu'elle cause des déceptions si aiguës et des blessures si cruelles quand elle défaille à elle-même, quand elle manque à sa tradition, à sa doctrine, c'est-à-dire à son intérêt profond et permanent.

Nous appelons aujourd'hui à se compter tous ceux qui ont gardé le sens de cette tradition républicaine et de cette noblesse humaine. Nous leur demandons de faire ce qu'a fait la Société des Nations : de révoquer le mandataire infidèle. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche. — A l'extrême gauche, des députés se lèvent et acclament l'orateur. — Exclamations et bruit à droite.*)

## DISCOURS DE M. YVON DELBOS

### La doctrine de la France

...La doctrine que nous défendons, c'est celle qui a été soutenue, pratiquée par tous les gouvernements français sans exception depuis 1919, par M. Poincaré et par M. Tardieu, aussi bien que par les gouvernements de gauche. Ce fut, en particulier, celle d'un homme dont M. Léon Blum a évoqué la vieillesse outragée, Aristide Briand (*applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), dont l'héritage politique n'est guère plus respecté que ne le sont ses statues.

Cette politique, qui fut toute la politique française pendant ces dernières années, consiste à vouloir que les traités ne puissent pas être déchirés comme des chiffons de papier, que la guerre ne puisse pas être impunément déclarée.

Pour cela, il faut organiser l'action collective des peuples groupés dans la Société des Nations, de façon à empêcher ou arrêter une guerre d'agression.

C'est l'intérêt évident de toutes les nations pacifiques, surtout de celles qui sont menacées. Or, tant à cause de ses sentiments pacifiques que de la menace qui pèse sur elle, c'est la France, assurément, qui a le plus d'intérêt à défendre cette politique. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

C'est pourquoi tous, ou presque tous, nous avons réclamé, contre l'agresseur éventuel, des sanctions financières, économiques et même, ce que nous sommes unanimes à écarter dans le conflit actuel, des sanctions militaires.

Le 22 mai dernier, M. Flandin et vous-même, Monsieur le président du Conseil, proposiez encore, dans un mémoire, des sanctions économiques et financières à appliquer dans le cas où un Etat violerait ses engagements.

C'est cette politique qui s'est trouvée à l'épreuve, quand l'Italie, violant à la fois le pacte de la Société des Nations, le pacte Briand-Kellogg et ses

propres engagements vis-à-vis de l'Ethiopie, a attaqué cette dernière.

Plus de cinquante nations se sont ralliées aussitôt à la thèse constante de la France. Cette attitude a eu comme conséquence le déclenchement du mécanisme des sanctions, qui ne sont pas la guerre; car je trouve singulier qu'on puisse dire que les sanctions, conçues comme nous les concevons, ce soit la guerre : c'est exactement comme si l'on déclarait que l'action des tribunaux et des gendarmes est une action néfaste et dangereuse. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Vous vous êtes associé à cette action collective, mais vous avez estimé, avec raison, d'ailleurs, qu'elle ne devait pas exclure un effort simultané de médiation.

Il est bien naturel, en effet, et, de cela, nous vous louons, que vous ayez songé à sauvegarder l'amitié franco-italienne, à arrêter le plus tôt possible les massacres humains, à empêcher le conflit de se généraliser.

Ce qu'il y a de bien dans votre action, vous voyez que je ne le mets nullement dans l'ombre. Ces sentiments, ces volontés, d'ailleurs, sont aussi les nôtres, à certaines conditions, cependant (*très bien très bien à gauche*), c'est qu'ils n'aboutissent pas à l'abandon des principes et des réalités qu'il s'agit précisément de sauvegarder (*applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), c'est que cet effort de conciliation soit parallèle mais pas contraire à celui qui s'exerce par ailleurs pour maintenir le pacte; c'est qu'il n'ait pas pour effet d'encourager l'agresseur en lui sacrifiant sa victime (*vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), c'est qu'il ne risque pas de compromettre la sécurité collective et par conséquent notre propre sécurité. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*) Car, Messieurs, c'est notre sécurité qui est en jeu. Il ne s'agit pas, encore une fois, d'accabler l'Italie

et nous persistons à souhaiter un règlement amiable et juste, acceptable à la fois pour elle, pour l'Éthiopie, mais acceptable surtout pour la Société des Nations à laquelle nous voulons éviter une faille dont les conséquences seraient incalculables.

Voyons, en effet, ce qui est en jeu.

Si elle sort de cette épreuve à son honneur, le résultat obtenu sera décisif: aucun peuple, aucun gouvernement, fût-ce celui de l'Allemagne réarmée, n'osera à l'avenir braver la force que représentent les États groupés sous son égide. (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre.*)

Si, au contraire, elle est bafouée, ce sera une confirmation éclatante de l'opinion trop répandue qu'elle est sans force, que les sanctions sont impraticables et que la sécurité collective est une chimère. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Nous aurons perdu l'espoir de voir la force au service du droit; il ne nous restera plus qu'à nous plier sous la loi de la jungle, dans une course accélérée aux armements et à la guerre. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)...

### Le projet Laval-Hoare

Mais j'en arrive au reproche précis, indiscutable, que nous pouvons vous adresser et qui vise le projet d'accord que vous avez élaboré les 9 et 10 décembre avec sir Samuel Hoare.

Je ne crois pas que vous en contestiez l'initiative et, par conséquent, la responsabilité.

Ce que nous critiquons en lui, Monsieur le président du Conseil, ce n'est pas, comme je l'indiquais tout à l'heure, l'idée d'un arrangement amiable, qu'au surplus le comité de coordination nous avait, le 2 novembre, confié le soin de rechercher.

Le mandat que vous aviez reçu stipulait — je cite textuellement — « la recherche d'une solution acceptable pour l'Italie, l'Éthiopie et la Société des Nations dans le cadre de cette dernière, sous son égide et sous son autorité, dans l'esprit du pacte. » (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Or, le projet de Paris outrepassait et enfreignait singulièrement ce mandat. Il n'était pas conforme à l'esprit du pacte, puisqu'il offrait une véritable prime à l'agression, en offrant à l'agresseur plus de territoires même qu'il n'en a conquis. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Quelque répugnance que l'on ait pour les sanctions, et je comprends qu'on en ait de ce côté de l'Assemblée (la droite), il est tout de même excessif, vous le penserez tous, de vouloir les remplacer par des récompenses. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

D'autre part, le projet de Paris n'était pas acceptable pour l'Éthiopie, puisqu'il allait jusqu'à attribuer à l'Italie des territoires amhariques du Tigré oriental, et vous savez que l'Italie elle-même ne va pas jusqu'à revendiquer les pays amhariques.

Elle distingue, en Éthiopie, deux catégories de territoires: les territoires amhariques proprement abyssins, qu'elle ne revendique pas, et les territoires non amhariques, qu'elle appelle des colonies et qu'elle revendique. Or, il est incontestable que cette

partie orientale du Tigré est amharique, comme l'atteste le fait, par exemple, que s'y trouve la ville sainte d'Axoum. Par conséquent, sur ce point tout au moins, vous alliez plus loin encore que les revendications italiennes. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Votre projet n'était pas acceptable, enfin, pour la Société des Nations, dont il violait les principes.

De là cette lame de fond qu'il a soulevée, non seulement en Angleterre, mais chez tous les défenseurs de la Société des Nations. Et, pour que l'échec fût plus complet encore, il n'a même pas produit le résultat escompté du côté de l'Italie.

Au lieu de saisir l'occasion, M. Mussolini n'a voulu voir dans vos propositions qu'une marque de faiblesse, qui l'a encouragé à persévérer dans son attitude intransigeante. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*) Pendant dix jours, il s'est réfugié dans je ne sais quel Olympe, et il a refusé de répondre, cependant que sa presse s'élevait contre le projet, formulait d'autres exigences et redoublait ses attaques contre la Société des Nations.

Le dixième jour, M. Mussolini sortait enfin de son silence énigmatique, mais c'était pour prononcer le discours de Pontinia, où il faisait appel uniquement à la force, et où il taxait d'égoïsme, d'hypocrisie et d'impérialisme, les nations qui venaient de lui faire de telles concessions. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Tant il est vrai, Monsieur le président du Conseil, — et, à la mélancolie de votre accent, quand, tout à l'heure, vous évoquiez ce discours de Pontinia, j'avais le sentiment que vous vous en rendiez compte, — tant il est vrai qu'une mauvaise voie ne peut conduire à un bon résultat et que, lorsqu'on viole la justice, on n'abrège pas la guerre, mais on la prolonge en encourageant l'agresseur. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)...

### Contre les risques de guerre

Or, quand on est vraiment pacifique, on doit songer que mieux vaut prévenir que guérir.

L'action de la Société des Nations, nous la considérons non comme punitive, mais comme préventive; et, si l'on veut qu'elle soit préventive, il faut que tous les peuples, groupés dans le sein de la Société des Nations, soient solidaires et que l'univers entier le sache. (*Applaudissements à gauche.*)

C'est donc, à la fois, par patriotisme et par volonté de paix que nous défendons le pacte de la Société des Nations.

Par patriotisme, parce qu'il est le meilleur garant de notre sécurité. En 1914, la France a été sauvée d'abord par l'héroïsme de ses soldats, mais aussi par l'aide de tous les peuples venus au secours du droit violé.

Nous pouvons, hélas! avoir encore besoin de leur aide. Puisqu'il en est ainsi, ne perdons pas le mot de ralliement de ces peuples. Ce mot de ralliement est à Genève. Nous vous reprochons, Monsieur le président du Conseil, d'avoir paru un peu l'oublier. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

Nous défendons aussi le pacte par volonté de

paix, parce que, s'il disparaissait, ce qui revient à dire si l'on détruisait le système des sanctions, il n'y aurait plus aucune barrière aux guerres d'agression. (*Applaudissements à gauche.*)

Cependant, Messieurs, je ne voudrais pas vous laisser croire que nous oublions l'autre aspect du problème : le risque d'un conflit général provoqué par M. Mussolini à propos des sanctions, risque dont a parlé M. Taittinger à la fin de son discours.

Ce risque nous préoccupe autant que quiconque.

L'idée d'être entraînés à une guerre fratricide — car aucun peuple ne nous inspire des sentiments plus fraternels que le peuple italien — nous fait horretr.

Mais, tout d'abord, c'est un risque qu'on ne tend pas à écarter en poussant M. Mussolini, comme fait la presse dont je parlais tout à l'heure, à commettre la folie d'attaquer l'Europe.

Je dirai ensuite que M. Laval lui-même — il l'a rappelé tout à l'heure — a admis la nécessité des sanctions, comme il a, par deux fois, le 24 décembre et le 18 octobre, répondant à l'Angleterre, déclaré que nous nous conformerions, le cas échéant, à l'alinéa 3 de l'article 16 du pacte, que je relis : « Les membres de la Société des Nations se prêtent un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'Etat en rupture de pacte. »

Donc, avec votre politique aussi, Monsieur le président du Conseil, nous sommes dans l'engrenage. Et le plus sûr moyen d'y être entraînés jusqu'à la guerre, ce n'est pas de consolider la force qui défend le droit, ce serait, au contraire, de l'affaiblir et d'encourager ainsi doublement la violence : en y applaudissant et en lui faisant perdre la crainte salutaire qui peut le mieux la retenir. (*Applaudissements à gauche.*)

Il ne s'agit donc pas de mettre l'Italie dans le cas d'attaquer l'Europe en l'encourageant dans son intransigeance, mais d'agir en sorte qu'elle revienne à la raison.

Le peuple italien, en tout cas, plus clairvoyant que son dictateur — toutes les nouvelles qui viennent d'Italie nous l'indiquent, et même les correspondants spéciaux, que l'on ne peut pas accuser d'antifascisme, le laissent lire entre les lignes — le peuple est déjà revenu à la raison. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Mais, pour les gouvernants eux-mêmes, il y a deux moyens de les y amener, qui peuvent et doivent être mis au point dans le délai qui nous est imparti jusqu'au 20 janvier, date à laquelle se réunira le conseil de la Société des Nations.

Le premier — et ici, Messieurs (*Porteur s'adresse à la droite*), j'abonde dans votre sens — consiste à chercher d'ici à un arrangement qui puisse satisfaire l'Italie et ses dirigeants eux-mêmes sans détruire le pacte. Car ce que nous reprochons au projet Laval-Hoare, ce n'est pas d'avoir consenti des avantages à l'Italie, c'est le fait que ces avantages détruisaient le pacte en offrant à l'agresseur une prime prélevée sur le pays attaqué. On peut chercher ailleurs et satisfaire les besoins légitimes de l'Italie sans dépecer sa victime.

Cette politique peut se résumer ainsi : rien pour permettre à l'Italie de continuer la guerre ; le maximum de ce qui est possible et juste, si elle a la sagesse d'y renoncer. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

Le deuxième moyen consiste à resserrer dans une confiance mutuelle l'accord de tous les peuples groupés à Genève. Si tous ces peuples sont fermement unis, résolus à se défendre les uns les autres, s'ils ne laissent aucune fissure par laquelle pourrait passer la guerre, et si, en même temps, ils se montrent compréhensifs des besoins de l'Italie, elle ne commettra pas la folie de se suicider en les attaquant. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)...

### Néo-pacifisme

Tandis que notre politique consolide, avec notre propre sécurité, la paix générale dans l'avenir, sans rien compromettre dans le présent, celle qu'on lui oppose tend à ruiner notre sécurité en brisant la Société des Nations et en dissociant nos alliances et nos amitiés.

En même temps, la campagne contre les sanctions — j'ai eu tout à l'heure, en écoutant M. Taittinger, l'impression, partagée par mes amis, que ses paroles à ce sujet causaient quelque gêne sur les bancs de la droite — la campagne contre les sanctions aboutit à un néo-pacifisme singulièrement dangereux. Voici que ceux qui la mènent sont plus défaitistes que ne le furent jamais les extrémistes de gauche. « Pas un homme, pas un sou ! », telle est aujourd'hui leur formule.

M. PIERRE TAITTINGER. — Pour une guerre fratricide, oui.

Si l'on attaquait la France, ce ne serait plus la même chose, je vous en donne ma parole.

Pour une guerre contre l'Italie, pas un homme, pas un sou !

M. YVON DELBOS. — Monsieur Taittinger, écoutez-moi, je vous prie avec le même calme que j'ai observé pendant votre intervention.

Votre réponse, c'est la thèse du patriotisme conditionnel, de ce patriotisme que vous critiquez vous-même, ainsi que vos amis, avec tant de véhémence, quand elle était formulée par les partis qui siègent de ce côté de la Chambre (*l'extrême gauche*).

Quand on prêche, ou quand on laisse croire qu'on admet la désertion dans certaines hypothèses, quand on déclare que la France ne se battra en aucun cas pour la Société des Nations, ou pour la Petite-Entente, ou pour l'Angleterre, ou pour l'Autriche, ou pour qui que ce soit, s'agissant du moins d'une agression italienne ou allemande, j'imagine et je suis même persuadé qu'au cas où la France serait attaquée, on voudrait bien que les autres pays vinsent à son secours. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Comment ne voit-on pas là une négation du principe de réciprocité ?

Je rappelle ici un mot de M. Cambon, ce grand ambassadeur, qui, lorsque certains, s'agissant des

obligations envers la Société des Nations, exprimaient le désir que la France fût secourue, mais manifestaient fort peu d'enthousiasme pour que la France secourût les autres, disait : « Il y a tout de même un vieux principe qu'il ne faut pas oublier, c'est celui de la réciprocité ».

Il est puéril, il est dangereux d'oublier les réciprocités nécessaires, de ne pas comprendre que si nous nous refusons à remplir notre devoir, les autres s'y refuseront aussi; de ne pas voir qu'en détruisant la sécurité collective nous détruirions notre propre sécurité; qu'en prêchant — et c'est peut-être la chose la plus grave — le défaitisme et l'objection de conscience dans les circonstances actuelles, on les justifie d'avance pour tous les cas (*vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs*), même dans le cas d'une agression contre la France...

Une telle attitude ne s'explique que par le fait que ceux qui parlent ainsi mettent leur passion politique au-dessus de leurs sentiments patriotiques. (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs*). Je me hâte d'ailleurs d'ajouter qu'ils sont des exceptions, et nous avons la satisfaction de constater, même dans certains journaux de droite et d'extrême droite, qu'il en est heureusement d'autres, et non des moindres — je ne nommerai personne parce qu'ils sont plusieurs — qui, mettant leur patriotisme au-dessus de leurs passions politiques, sont les premiers à les désavouer. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*.)

Mais pour les premiers — et dans l'interruption de M. Jean Zay comme dans la réponse qui lui était faite l'impression que j'avais déjà été confirmée — leurs affinités avec le fascisme sont telles que tout se passe comme s'ils rêvaient de ressusciter le vieux système des alliances pour en conclure avec les pays fascistes et les substituer au système de la Société des Nations. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*.)

Si nous repoussons cette politique, ce n'est pas que nous refusions de nous entendre avec l'Allemagne et avec l'Italie. Mais nous y mettons la con-

dition que cette entente, Monsieur Taittinger, ne soit dirigée contre personne.

Nous ne voulons pas plus d'une croisade antibolcheviste que d'une croisade antifasciste. (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs*.) Nous souhaitons une entente, mais à la condition que cette entente s'inscrive dans le cadre général de la paix.

Or, Messieurs, le chancelier Hitler, pas plus que M. Mussolini, n'est, à l'heure actuelle, sur ce plan. Chacun sait qu'il s'arme à outrance et qu'il estime que, lorsque l'Allemagne sera prête, dans un an ou un an et demi — je me rappelle à ce propos les angoisses patriotiques de M. Franklin-Bouillon et je suis un peu surpris qu'il ne les exprime pas maintenant comme nous le faisons nous-mêmes — alors elle pourra parler en maîtresse au monde.

En attendant, il se réserve, guettant l'occasion de diviser pour mieux parvenir à dominer. Ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de l'amener à l'organisation et à l'esprit de Genève. Mais ce n'est pas en nous prêtant à sa tactique antigenevoise que nous y parviendrons. Nous n'aboutirions qu'à nous affaiblir, à nous endormir, tandis qu'il se prépare.

Quand on a à sa porte un gouvernement qui s'arme à ce point, dont on sait les intentions, et tant qu'il n'en changera pas, croit-on un accord possible sur de telles bases? Croit-on aussi qu'on l'apaiserait, de notre côté, en lui laissant assouvir son impérialisme du côté de l'Est?

La nouvelle politique que l'on sent sourdre de part et d'autre, et à laquelle la solennité insolite et les relations tendancieuses de l'entrevue Hitler-Poncet ont donné un nouvel aliment (*applaudissement à gauche et à l'extrême gauche*), paraît à ceux qui la préconisent un coup double, en détournant le péril allemand et en exterminant le bolchevisme.

Je trouve cette politique très dangereuse pour notre pays car, en admettant la victoire de l'Allemagne sur la Russie, ce serait pour nous, nul ne peut sérieusement le contester — l'Allemagne devenant ainsi maîtresse du centre et de l'est de l'Europe — la certitude de l'asservissement ou de la guerre, sinon de l'un et de l'autre. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*.)...

## DISCOURS DE M. PAUL REYNAUD

### Un fait nouveau : l'adhésion de l'Angleterre à la sécurité collective

... Pendant plus de dix années, les gouvernements français, de droite ou de gauche — M. Yvon Delbos, je crois, l'a rappelé tout à l'heure — M. Poincaré et M. Edouard Herriot ont eu la même attitude : ils ont conjuré l'Angleterre d'ouvrir les yeux.

Nous savons, lui ont-ils dit, que vous êtes naturellement tournés vers vos dominions sur les mers. Nous savons votre répugnance à entrer dans les querelles des petits Etats de l'Europe centrale. Mais

nous faisons appel à vous, dans un sentiment de moralité. Il faut barrer la route à l'agresseur, au fort qui veut opprimer le faible.

On s'est battu alors sur la définition de l'agresseur.

Les politiques anglais résistaient. Ils restaient attachés, par mille liens, à leur conception insulaire traditionnelle.

Nous leur disions, nous : Ce qui est capital, c'est l'automatisme des sanctions, car si un débat intervient sur les mobiles de l'agresseur, si on discrimine suivant les fautes ou les mérites de la victime, tout est perdu.

Nous précisons : le jour où l'Allemagne attaquerait l'Autriche, elle dirait : « Mais la population de l'Autriche vient à moi, les bras ouverts. » Le jour où elle attaquerait la Tchécoslovaquie, elle dirait : « Il y a en Tchécoslovaquie une majorité allemande et une minorité slovaque. » Le jour où elle attaquerait la Yougoslavie, elle dirait : « Les Croates de Yougoslavie supportent difficilement le joug des Serbes. » Le jour où elle attaquerait la Roumanie, elle dirait : « Il y a une puissante minorité hongroise. »

Et nous ajoutons : « C'est pourquoi il faut une formule sur laquelle aucun débat ne puisse s'ouvrir. Halte à l'agresseur, quel qu'il soit et quelle que soit la victime. » (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre et à droite.*)

La violence, disions-nous, voilà notre ennemi commun.

Mais nous n'arrivions pas à les convaincre, car les hommes d'Etat sont si surmenés qu'ils épuisent souvent le stock d'idées et de réflexions qu'ils ont pu se faire avant d'arriver au pouvoir.

C'est alors que s'est produit un fait nouveau, le plus grand depuis la guerre, un fait nouveau qui, pour nous, peuple menacé — car nous sommes le seul grand peuple au monde qui soit menacé dans sa vie — était l'événement le plus heureux depuis l'entrée de l'Amérique en guerre en 1917, un fait dans lequel les hommes politiques anglais n'ont été pour rien : un mouvement puissant, irrésistible s'est formé dans les profondeurs du peuple anglais. (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre et à droite.*)

Le peuple anglais est sans désir de conquête, et il n'y a aucun mérite, puisqu'il est comblé. (*Interruptions à droite.*)

Ce peuple est imprégné jusqu'à la moelle de sentimentalité religieuse et c'est ce qui fait notre immense difficulté à nous comprendre.

Bien avant Faguet, on a dit que le peuple français n'est pas un peuple à mentalité religieuse.

Oui, l'une des grandes difficultés de la politique européenne, c'est que le peuple anglais et le peuple français ont tant de peine à se comprendre.

Ce peuple religieux, ce peuple chez qui les orateurs libéraux, et même les travaillistes, montent en chaire le dimanche pour prêcher leurs ouailles, ce peuple-là a été inquiet des armements de l'Allemagne. Il a été irrité de voir renaître un impérialisme dont on lui avait dit qu'il l'avait abattu. Il a été choqué dans son amour de la liberté, par les persécutions religieuses.

Lorsqu'il a vu que, de nouveau, sur le continent, la vieille histoire dramatique et sanglante allait recommencer, que le faible allait être écrasé par le fort, brusquement, ce peuple a vu, dans la Société des Nations, un moyen d'apporter la justice et la paix à l'Europe et au monde. (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre et à droite.*)

C'est cela qu'a signifié un événement dont la gravité semble nous avoir échappé. Il y a eu ce qu'on appelle en Angleterre le « peace ballot », le scrutin pour la paix, et il est bien nommé.

Songez que le peuple anglais s'est dérangé pour voter sur cette question de la paix et de la Société des Nations ; que 9.627.000 électeurs ont voté qu'ils étaient prêts à imposer à leur pays le sacrifice — au cas où une guerre serait injustement déclarée — des sanctions économiques et que 670.000 électeurs seulement ont voté contre.

Tout cela se passait avant l'époque où l'opinion anglaise a été saisie de l'affaire éthiopienne. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

Hélas ! nous n'avons pas compris, parce que nous n'avons pas été informés, la chance que nous offrirait le destin. (*Nouveaux et vifs applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Tandis que ses dirigeants discutaient encore, le peuple anglais répondait « oui » à la question que nous posions depuis tant d'années. Le problème de la paix était virtuellement résolu et résolu — soyons-en fiers — par la victoire d'une idée française. (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs au centre et à droite.*)

C'était un fondement stable pour la paix, parce que la volonté d'une démocratie qui demeure est plus stable que celle d'un homme d'Etat qui passe. (*Très bien ! très bien ! à gauche et sur divers bancs.*)...

#### Redressement de la politique anglaise

Seulement il fallait que cette volonté encore confuse dont les dirigeants anglais eux-mêmes ne sentaient pas la profondeur et la puissance — l'événement l'a bien prouvé — pût s'extérioriser et s'affirmer sur un cas précis.

C'est à ce moment que l'affaire d'Ethiopie a éclaté.

Ceux qui, en France, n'avaient pas compris la nouveauté et la profondeur de ce mouvement populaire ont mal jugé l'attitude de l'Angleterre et il est de notre intérêt profond de la bien juger. Si je me trompe, je souhaite que l'un de vous, Messieurs, monte à cette tribune et me dise : « Vous vous trompez et voici pourquoi. »

On n'a pensé qu'à l'histoire de l'Angleterre, à l'agrandissement colossal de l'empire britannique et on s'est dit : La vieille histoire continue. L'Angleterre défend ses intérêts égoïstes, avec la circonstance aggravante du recours hypocrite à la Société des Nations. On ne parlait ici que de la « route des Indes », oubliant d'ailleurs que, du fait que Malte serait intenable en cas de guerre entre l'Angleterre et l'Italie, la route des Indes serait coupée. On ne parlait que du Nil Bleu et du lac Tana.

Ces préoccupations, les hommes d'Etat anglais les avaient, parce que c'était leur devoir strict de les avoir. Mais permettez-moi de vous dire que s'il ne s'était agi que d'intérêts, M. Mussolini, qui, lui, est réaliste jusqu'à la moelle, aurait facilement trouvé un terrain d'entente avec l'Angleterre.

Il avait déjà signé, ou l'on avait signé avant lui, le traité tripartite de 1906.

L'accord de Paris Laval-Hoare était l'accord des intérêts. Les intérêts de l'Italie, c'est évident ; les intérêts de l'Angleterre, c'est tout aussi certain.

L'Angleterre est, en effet, dans une situation assez difficile. J'ai appris — j'avoue que je l'ignorais — que les navires de guerre ne sont pas faits pour flotter sur la mer. Il paraît qu'ils doivent rester dans un port, sortir, faire une opération, détruire la flotte adverse et rentrer. Mais lorsque des navires de guerre font le bouchon sur mer, en plein hiver, certains dégâts s'ensuivent, d'ordre matériel et d'ordre moral, qui sont gênants pour un grand empire.

Ce n'est pas le seul inconvénient en face duquel l'Angleterre se trouvait placée. Ce n'est pas la seule raison pour laquelle elle avait intérêt à mettre fin à ce conflit.

Vous savez que les Italiens sont très nombreux en Egypte. Je n'établis aucun lien de cause à effet. Mais certaines difficultés assez graves sont apparues en Egypte, qui ont eu des répercussions lointaines dans le grand empire.

D'autre part, croyez-vous que l'Angleterre assiste impassible à la dislocation de la colossale République chinoise ? Croyez-vous que l'Angleterre n'ait pas intérêt à mettre fin à cette situation ?

Quand elle a signé l'accord Laval-Hoare, elle a signé un accord en parfaite concordance avec ses intérêts. Mais que s'est-il produit ? C'est cela qu'il faut comprendre, car si on ne comprend pas cela, on ne comprend rien à l'attitude actuelle de l'Angleterre. (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

Le courant populaire, lui, a déferlé. Le peuple a dit : « Il est possible que ce soient les intérêts matériels de l'empire, mais cela ne me suffit pas, car, au-dessus des intérêts matériels de l'empire, j'estime, moi, qu'il y a quelque chose qui domine tout : c'est l'idée morale qui m'anime. »

C'est un fait, Messieurs. Nous avons vu un gouvernement perdre un de ses membres et nous avons assisté à cette séance dramatique de la Chambre des communes où il a confessé son erreur.

Cet accord est apparu au peuple anglais comme une prime à l'agresseur dont la victime était démembrée.

Lorsque l'opinion anglaise a vu les hachures sur 400.000 kilomètres carrés de la carte d'Ethiopie, elle s'est révoltée.

Un député anglais me disait récemment : « Jamais l'opinion n'a été ameutée à ce point depuis 1914. » (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et au centre.*) Il y a là une force. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Cette victime démembrée, cette prime à l'agresseur, c'est tout ce que nous avons, nous, Français, dénoncé pendant quinze ans et c'est tout ce que nous avons à redouter. (*Applaudissements.*)

Nous sommes obligés de reconnaître que l'échec de l'accord Laval-Hoare, c'est une victoire de la doctrine française (*applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et au centre*), de celle qui nous avait mis, à Genève, à la tête des nations (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)...

Ce redressement de la politique anglaise, c'est une des choses les plus émouvantes de toute l'his-

toire de l'Angleterre. Sir Samuel Hoare a démissionné. M. Baldwin a fait amende honorable, en disant :

« Lorsque j'ai contre moi l'opinion de tout mon peuple, je médite et, si je crois qu'il a raison, je m'incline. »

M. LÉON BLUM. — « Si je ne suis pas sûr d'avoir raison, je m'incline. »

M. PAUL REYNAUD. — Oui, car l'Angleterre est une vraie démocratie. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)...

### Le mythe de l'expansion italienne

On nous dit : Nous sommes d'accord avec l'Angleterre sur la lettre de la loi, mais soyons humains. Les Abyssins sont des sauvages. L'Italie cherche à satisfaire ses besoins vitaux, comme d'autres l'avaient dit autrefois. Cela ne vaut pas que les Européens s'entretuent.

Messieurs, je suis le premier à regretter que la Société des Nations se soit trouvée, dès la première fois, en face de ce qu'on peut appeler un cas-limite.

Mais ce qui est capital, ce n'est pas la qualité de la victime ; sinon, tout est perdu et la Société des Nations aussi. (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et au centre.*)

S'il ne s'agissait que de dire que l'admission de l'Abyssinie à la Société des Nations a été une erreur, nous sommes tous d'accord, avec un seul regret : c'est que ce soit nous qui en ayons été les agents principaux, avec l'Italie.

Quant aux besoins vitaux de l'Italie, permettez-moi, à ce sujet, une parenthèse très courte.

C'est une erreur complète — et il faut dire non seulement pour l'Italie, mais pour d'autres nations — de croire que l'on peut régler le problème démographique d'un tel pays en prenant des morceaux de l'Afrique.

Il n'y a qu'un continent qui puisse permettre de régler le problème démographique en absorbant des Européens par doses massives : c'est l'Amérique du Nord et du Sud.

Mais l'Afrique ? Nombreux sont ici ceux qui ont étudié les questions coloniales. Pour 150 millions d'indigènes, savez-vous combien il y a d'Européens ou de descendants d'Européens en Afrique ? Il y en a 4 millions, en comprenant les 1 million 800.000 du Cap, les 1.200.000 de l'Afrique du Nord française et les 730.000 de l'Egypte. Ailleurs, il n'y en a pratiquement pas.

Prenons pour exemple l'Erytrée italienne, qui est occupée depuis 1885.

C'est un pays fort intéressant comme terme de comparaison, parce qu'il est construit comme l'Ethiopie : un tiers en hauts plateaux, un tiers en terres moyennes, un tiers en terres basses.

C'est un pays très important, puisqu'il couvre 110.000 kilomètres carrés. 445.000 indigènes y vivent. Savez-vous combien d'Européens, depuis un demi-siècle, ont pu s'y installer ? 4.282. (*Mouvements divers.*)

Messieurs, c'est un fait qu'il faut connaître, parce que, un peu partout, on commet des erreurs considérables à propos de ce problème, parce que, à la base de certaines revendications, il y a de ces erreurs, volontaires ou involontaires, qu'il faut détruire.

En Ethiopie, les terres cultivables sont les hautes terres. Ce ne sont naturellement pas les terres basses, qui sont privées d'eau et où le climat est le plus mauvais du monde.

Si l'on enlève les hautes terres aux Ethiopiens, que fera-t-on des dix millions d'indigènes qui y vivent ?

Même si on les comprime, même si, par une politique un peu brutale, on leur enlève une grande partie de leurs terres, combien croyez-vous que pourraient s'installer d'Européens en Ethiopie ? 100.000 ? 150.000 ?

En quoi cela résoudrait-il un problème qui porte sur des millions d'habitants en excédent ? C'est tout le drame de l'Europe. (*Applaudissements.*)

C'est le drame de l'Europe.

Dans tous les pays équatoriaux d'Afrique, que ce soit dans l'Afrique occidentale française ou plus encore dans l'Afrique équatoriale française, l'Européen ne vit pas. Il y a de la poussière d'Européens.

Ce n'est pas là qu'on peut trouver la solution du problème démographique...

#### Le fascisme contre la Paix

La vérité, et c'est ce qui est grave, c'est que ce sont des principes qui se heurtent.

Je ne me permettrai certes point d'émettre une critique contre le régime politique d'un grand peuple ami.

Nous avons tous pour le peuple italien des sentiments de reconnaissance, d'abord parce que l'Italie a enchanté notre jeunesse avec ses paysages et ses œuvres d'art, ensuite parce que c'est un peuple très proche de nous. (*Applaudissements.*)

J'en appelle à vous tous, Messieurs. Lorsque, dans une conférence internationale, nous rencontrons des hommes appartenant à des pays divers, nous faisons tous cette même constatation : il n'est pas d'homme plus proche d'un Français cultivé qu'un Italien cultivé.

Nous sommes très près des Italiens, nous souffrons de les voir souffrir et nous souffrons de les voir s'engager dans une mauvaise voie. Mais je suis bien obligé de faire un certain nombre de constatations, si je me garde d'émettre une critique quelconque sur un régime politique interne, j'ai le devoir de constater les répercussions de la doctrine fasciste sur les rapports internationaux, parce que c'est là un fait politique ; c'est un des faits avec lesquels doivent compter ceux qui ont à diriger la France.

Pourquoi M. Mussolini a-t-il refusé quatre fois les offres de paix successives qui lui ont été adressées ? Lorsque l'accord Laval-Hoare est intervenu, cet accord qui, je vous l'ai démontré et je vous ai dit pourquoi, a scandalisé le monde, pourquoi M. Mussolini n'a-t-il pas, dès le lendemain, d'une voix haute, claire et intelligible, dit : « Oui » ?

Pourquoi a-t-il répondu par le discours auquel le président du Conseil a fait une juste allusion tout à l'heure et dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne reconnaissait pas les efforts, peut-être excessifs, qui avaient été faits en vue d'un règlement ?

C'est pour une raison profonde. C'est qu'il n'y a pas seulement des intérêts matériels en jeu — on aurait pu les régler — mais qu'il y a une opposition profonde entre la doctrine de la Société des Nations et la doctrine fasciste. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Il faut reconnaître ce fait et, lorsque je m'exprime ainsi, je ne dis rien de désobligeant à l'égard de l'Italie, puisque le chef du Gouvernement italien lui-même le proclame. Le fascisme vante la guerre.

Souvenez-vous des nombreux discours dans lesquels il a exposé cette doctrine. L'une de ses formules qui m'ont le plus frappé est celle-ci, qui est relativement récente, qui date, je crois, de l'an dernier et que vous avez tous lue dans la presse : « La guerre est à l'homme ce que la maternité est à la femme. »

C'est cet antagonisme profond qui est au fond du débat. C'est cet antagonisme qui, en 1923, a provoqué la canonnade de Corfou ; et il ne s'agissait pas d'hommes de couleur.

C'est cette idée maîtresse d'après laquelle on doit se livrer à une manifestation de force pour prouver qu'on est capable de faire passer la doctrine dans la réalité. Le fascisme a besoin de vaincre.

Mais c'est ici que joue le principe : Halte à l'agresseur !

D'où l'obligation devant laquelle nous avons, jusqu'ici, hésité, mais qui est aujourd'hui impérieuse : choisir entre l'Italie en rupture de pacte et l'Angleterre, gardienne du pacte. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur plusieurs bancs au centre et à droite.*)

#### Choisir !

Oh ! je sais bien qu'il nous est cruel de choisir, parce que le Français n'a pas oublié une certaine période de son histoire et que, lorsqu'on lui parle de choisir, il dit : Eloignez de moi ce calice !

Le Français est excusable. Il pense à des champs de tombes qui, pour être inégaux, sont tous deux émouvants. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Mais, Messieurs, c'est l'Italie elle-même qui nous somme de choisir. Dans un article de presse — la presse, là-bas, a un caractère qui la fait généralement considérer comme assez proche de la pensée gouvernementale (*sourires*) — dans un article de *la Tribuna*, je lis que « la France doit choisir ». On nous dit même quel choix il faut faire : « Elle devra se détacher de l'Angleterre ». Voilà qui est clair.

Mais les Anglais, avec plus d'égards pour la France, nous disent la même chose. Dans le discours auquel je faisais allusion tout à l'heure, sir

Samuel Hoare déclarait à la Chambre des communes :

« Nous avons besoin d'autre chose, maintenant, que de ces protestations générales de fidélité à la Société des Nations. »

C'est le ministre des Affaires étrangères d'hier qui parlait ainsi, celui qui a signé l'accord Laval-Hoare. Et il n'est pas le seul.

Je voudrais limiter mes lectures. Je ne vous citerai donc qu'une phrase du discours que prononçait, au cours du même débat, le colonel Wedgwood, qui est, vous le savez, l'un des chefs du parti travailliste :

« Il est impossible de compter sur des gens... » — ici le ton est un peu plus chaud, parce que c'est un orateur de l'opposition (*sourires*) — « ...qui jouent à cache-cache avec la Société des Nations, entrant dedans quand leurs intérêts sont en péril et restant dehors quand les intérêts des autres sont en question. » (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Mouvements divers.*)

Messieurs, je suis surpris de soulever ce que le *Journal officiel* appellera des « mouvements divers », lorsque, au lieu d'exprimer une opinion personnelle, je me borne modestement à lire un texte italien et deux textes anglais.

Ce que nous avons à faire, Messieurs, c'est de les méditer, au lieu de nous en irriter, c'est de nous demander si leur contenu a du poids, si des hommes comme sir Samuel Hoare et le colonel Wedgwood représentent ou non des sections importantes de l'opinion en Angleterre. S'il en est ainsi, comme je le crois, j'ai raison de vous dire que vous vous trouvez en face de sommations qui viennent de deux côtés, d'une part de l'Italie, d'autre part de l'Angleterre, et que votre politique en est affectée parce que, sommé de choisir des deux côtés, il faut, en effet, choisir.

Qu'est-ce qui doit guider notre choix ? Je vous l'ai dit, en débutant. Au surplus, la presse allemande a parlé de la démission de sir Samuel Hoare, du fait que le ministre Baldwin s'est incliné devant la Chambre des communes, en reconnaissant son tort, et de la nomination de M. Eden, qui est lourde de conséquences : je n'ai pas besoin d'insister, puisque chacun sait qu'au sein du cabinet, M. Eden était le chef de la partie adverse de celle que représentait sir Samuel Hoare.

Ce qui se dégage de la presse allemande..., c'est que, si nous sommes séparés de l'Angleterre, c'est la guerre. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*)...

A la Chambre des communes, tous les orateurs ont été du même avis. Tous ont dit : Peu importe l'Éthiopie, pour laquelle nous n'avons aucune sympathie, qu'on a eu bien tort de nous imposer comme collègue à Genève. Ce qui importe, c'est le châtiement de l'agresseur.

Mais, lorsque, pour la première fois, une voix puissante passe sur l'Europe, la voix du peuple anglais, qui crie : « Halte à l'agresseur ! », nous serions, nous les Français, c'est-à-dire les bénéficiaires, demain, de cette sécurité collective (*vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*),

ceux qui se dresseraient contre cette annonce aux peuples ?...

On nous dit, je sais bien : une guerre peut être imminente. Pardon ! N'affolons pas l'opinion ! (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

La question ne pourra se poser que lorsque le Congrès américain aura voté l'embargo sur le pétrole. Or, vous connaissez la réaction de l'opinion américaine. Peut-être cette vague mauvaise contre l'Angleterre et la France s'est-elle éloignée. Mais il faut d'abord le vote par le Congrès américain de l'embargo sur le pétrole et il faut, dans ce cas, imaginer l'Amérique, cette force colossale, prenant la tête, suivie du monde anglo-saxon et de toute la Société des Nations. Il faut imaginer que l'Italie, à ce moment-là, dirait : « Etant donné l'incapacité où vous me placez de faire désormais la guerre à l'Abyssinie toute seule, je vais la faire au monde entier. »

Voyez ce qui se passerait : les issues du canal de Suez seraient bloquées le jour même. C'est-à-dire que ces trois cent mille hommes, encadrés par les meilleurs cadres de l'armée italienne, avec le meilleur matériel de cette armée, seraient isolés au bout du monde. Le cordon ombilical qui les ravitaillait serait coupé.

Dans ces conditions, c'est faire une injure cruelle au patriotisme du chef du gouvernement italien que d'imaginer qu'il voudrait ruiner son pays pour satisfaire un sentiment sans noblesse, celui de la vengeance. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Nous avons le choix : d'un côté, c'est la tradition française, dont je vous rappelais qu'elle a des prolongements dans notre histoire ancienne, c'est l'idéal nouveau de la Société des Nations, c'est la puissance colossale de l'empire britannique, qui en est membre. Et de l'autre, c'est l'Italie, avec laquelle, je le répète, car je ne voudrais pas que ma pensée fût mal interprétée, nous sommes unis par des liens sentimentaux, mais dont toute la politique est dirigée contre l'idéal de la Société des Nations et contre notre idéal à nous. C'est l'Italie qui se déclare plébicienne et révolutionnaire et qui dénonce à son peuple les ennemis.

Quels ennemis ? Les « puissances conservatrices, égoïstes et hypocrites ». L'Italie, qui, hier, était dirigée contre la Yougoslavie, se servant de la France comme catalyseur de son opinion publique, est aujourd'hui dirigée contre l'Abyssinie, en se servant de l'Angleterre comme catalyseur de son opinion publique.

Mais demain, croyez-vous qu'elle sera satisfaite ?

Ah, Messieurs ! que, dans le cadre de la Société des Nations, il faille secourir une Italie douloureuse, cette Italie qui se trompe et qui souffre, dont l'opinion est si tragiquement séparée du monde par un blocus intellectuel (*applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*), d'accord !

Toute la question est de savoir si la grande espérance qui était née de la dernière guerre va s'épanouir, ou si ceux-là ont raison, qui croient que la guerre est restée la loi de l'humanité...

## DISCOURS DE M. GABRIEL PÉRI

### Condamnation du plan Laval-Hoare

Messieurs, il y a dix jours à peine, nanti d'une majorité de cinquante-deux voix, la plus faible, je crois, depuis l'existence du ministère, M. le président du Conseil quittait Paris pour représenter la France au conseil de la Société des Nations.

Le débat qui s'était engagé auparavant devant la Chambre, débat de fond et non pas de procédure, a été, depuis lors, tranché.

Il a été tranché par une double décision survenue le même jour à Londres et à Genève. Dans ces deux villes, le plan qu'on nous demandait ici d'approuver de nos votes a été écarté dans les conditions que l'on a rappelées tout à l'heure.

Aujourd'hui, selon l'expression dont s'est servi le premier ministre de Grande-Bretagne, les propositions de Paris sont absolument mortes. Comme l'a fait observer de son côté Sir Samuel Hoare, le monde entier leur est hostile et le premier ministre lui-même a reconnu qu'elles n'auraient jamais dû être mises en avant par le Gouvernement britannique. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Rarement, sans doute, dans l'histoire de la diplomatie, des négociateurs durent enregistrer un échec aussi total, aussi rapide, aussi foudroyant. Rarement des hommes politiques et des représentants de grandes puissances qui avaient attaché leurs noms à un projet ont été mis si brutalement en déroute.

Dans de telles conditions, la première question qui doit se poser s'énonce ainsi : cette répudiation formulée par Genève et par Londres concerne-t-elle seulement un projet déterminé ? N'est-elle qu'un incident banal après lequel des négociateurs malchanceux conservent intact leur mandat et leur crédit ?

A cette question, nous répondons sans hésiter, et nous voudrions que la Chambre répondeit avec nous : Ce qui vient de se passer à Genève, ce n'est pas la répudiation de tel ou tel projet ; c'est le désaveu de toute une politique.

La Société des Nations n'a pas dit : Votre tentative a échoué, mais vous êtes dans la bonne voie ; je vous garde toute ma confiance, votre méthode est louable, je vous investis à nouveau de mon mandat.

Non, la Société des Nations n'a pas tenu ce langage.

M. le président du Conseil rappelait, il y a dix jours, pour justifier son initiative, le mandat provenant d'un vœu formulé par le premier ministre belge à l'occasion d'une réunion du comité des dix-huit à Genève.

On pourrait discuter la validité de ce mandat qui, somme toute, n'avait jamais reçu la sanction d'aucun organisme de Genève, ni du conseil, ni du comité des dix-huit. Mais négligeons cet argument formel et juridique.

Dans la mesure où l'on pouvait parler d'un mandat, quel était ce mandat ?

Il était de rechercher, sous l'égide de la Société des Nations, sous le contrôle du conseil, dans l'es-

prit du pacte, les éléments d'une solution susceptible d'être acceptée par les deux parties en litige.

Sous le contrôle du conseil, le 7 octobre 1935, en effet, le président du conseil de la Société des Nations avait dit :

« Le conseil qui, même en temps de guerre, doit prendre les mesures propres à sauvegarder la paix des nations, reste à la disposition des parties pour les aider à établir les conditions dans lesquelles les hostilités pourraient être arrêtées.

Des deux États en conflit — c'est un fait que l'on a généralement omis de signaler — seule l'Éthiopie avait approuvé cette déclaration. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Dès lors, si des négociations étaient engagées par la France et par la Grande-Bretagne, elles devaient l'être dans les termes mêmes de la déclaration que je viens de lire. Les médiateurs devaient se mettre à la disposition des parties. Il convenait de ne pas oublier que nous n'étions plus en août ou en septembre 1935, mais que, depuis le 3 octobre, un fait essentiel était survenu : l'agression italienne, constatée, dénoncée, condamnée par la Société des Nations. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Il ne pouvait s'agir d'établir des contacts en consultant tous les soirs Son Excellence l'ambassadeur d'Italie, sans consulter jamais le Gouvernement éthiopien.

Il ne pouvait s'agir de préparer une note qui, non seulement ne contenait aucune recommandation à l'adresse de l'Italie, mais qui comportait la promesse que les puissances signataires du document useraient de leur influence à Genève et à Addis-Abeba pour faire accepter par la Société des Nations et par le négus une amputation du territoire éthiopien. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Il ne pouvait s'agir de conseiller à l'une des parties de consentir à la cession d'une fraction de son territoire, à l'abandon de privilèges économiques et à l'acceptation d'une tutelle étrangère, ce qui constituait, coup sur coup, trois violations flagrantes de l'article 10 du pacte de la Société des Nations. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Et c'est parce que le plan établi avait ce caractère que les nations représentées à Genève se sont écartées de lui d'une façon un peu dédaigneuse et méprisante, que les nations amies et associées de la France ont été les plus sévères à le condamner.

L'affaire du 10 décembre, par conséquent, ce n'est pas un insuccès passager qui prépare des initiatives plus heureuses ; c'est une démarche funeste qui atteint directement ses auteurs. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)...

### Solidarité internationale et sécurité collective

Nous qui sommes communistes, nous savons bien que le monde ne connaîtra la sécurité véritable que lorsque auront été détruites les causes profondes de guerre qui résident dans la structure même du système social capitaliste. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

La paix suppose la fin de la lutte pour les é-

bouchés, pour la conquête des matières premières. Elle suppose l'ordre socialiste, pour tout dire.

Nous connaissons aussi les défauts de la Société des Nations. Nous savons à quelles difficultés et à quelles résistances se heurte, à Genève même, l'idée de la solidarité internationale contre la guerre, l'idée de la sécurité collective.

Mais nous jugeons qu'il est de notre devoir d'essayer de réduire ces résistances, d'éliminer ces difficultés, de faire servir pour la cause de la paix l'intérêt qu'ont certaines puissances à s'opposer aux aventures guerrières, le besoin qu'elles éprouvent de s'organiser contre les entreprises de violence et contre les coups de force.

Nous croyons que le sort de la paix dépend notamment de la vigueur avec laquelle on réussira à promouvoir cette organisation internationale de salut public.

Voilà pourquoi, persuadés que c'est dans l'action prolétarienne internationale que réside la garantie suprême de paix, nous n'en soutenons pas moins la politique du respect du pacte de la Société des Nations. Si précaire que soit l'obstacle, nous voulons le placer sur la voie de la guerre.

Nous n'oublions pas, pour cela, croyez-le bien, les griefs très légitimes que l'on peut formuler contre certaines puissances européennes. Nous n'oublions pas l'accord naval anglo-allemand du mois de juin dernier, ni les campagnes prohitlériennes de la presse Rothermere ou Beaverbrook.

Mais ces constatations nous confirment encore dans notre attitude.

L'erreur impardonnable de la politique française, c'est que, dans la mesure où elle a freiné l'action de Genève, elle a renforcé en Angleterre les tendances hostiles à la sécurité collective et à la collaboration internationale. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

La conséquence de cette politique est que, demain, peut-être, profitant de la carence de la France, tel cercle dirigeant de la bourgeoisie britannique utilisera le regain d'influence du Royaume-Uni pour favoriser telle entreprise de remaniement territorial au Centre de l'Europe, telle entreprise antisoviétique à l'Est de l'Europe.

Ce n'est pas par hasard que la presse nazi avait salué l'accord Laval-Samuel Hoare, et ce n'est pas par hasard non plus qu'elle a si fraîchement accueilli la nomination de M. Eden.

Et il n'est pas surprenant qu'en France, ceux qui recommandent de laisser sa liberté d'action au fascisme italien — nous l'avons vu cet après-midi — soient les mêmes qui admettent que l'on doive laisser les mains libres à l'hitlérisme. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Car ce qui est en cause, ce n'est pas le sort d'une expédition dite coloniale. C'est le principe que les traités ne doivent pas être bousculés par la violence, que la paix est un tout, que la sécurité doit être égale pour tous. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Nous sommes ici au cœur de ce grand débat : ou bien l'union et l'aide mutuelle de tous les peuples attachés à la paix contre l'agresseur quel qu'il soit, contre l'agresseur inconnu, ou bien l'entente

bilatérale, au prix de la liberté d'action sur un secteur du monde laissée à l'un des contractants. Ou bien le pacte de Genève, ou bien quelque chose qui serait comme la caricature aggravée de ce pacte à quatre, qui fut l'objet de tant de critiques au moment de sa conclusion, mais que la politique pratiquée depuis six mois risque de ressusciter sous sa forme la plus redoutable pour la tranquillité de l'Europe.

Nous avons fait notre choix. Nous avons choisi la première de ces formules, parce que nous croyons que la paix est indivisible, qu'elle est plus indivisible encore en 1935 qu'en 1914, où le coup de Serajevo suffit cependant à mettre l'incendie au monde.

Si l'on croit que la paix est indivisible, le devoir le plus urgent, celui qui prime tous les autres, c'est celui qui consiste à contraindre l'agresseur à lâcher prise. C'est ainsi, et non pas en le récompensant, qu'on mettra fin à la guerre, à l'effusion de sang.

### L'embargo sur le pétrole

Juguler l'agresseur, dans notre esprit, dans le moment présent, cela veut dire lui appliquer la sanction pétrolière dans le délai le plus bref. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Pour nous, les seules questions qui se posent sont les suivantes : Cette sanction est-elle efficace ? Peut-elle être généralement appliquée ? Comporte-t-elle des risques ? Lesquels ? Comment les éliminer ?

Personne, je crois, ne conteste l'efficacité de la sanction. « Guerre sans pétrole, guerre perdue », disait autrefois le président Coolidge. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler les chiffres cités par le lieutenant-colonel Ludwig Greiner, dans un journal viennois, sur les besoins de pétrole de l'armée italienne : « Que l'Italie soit privée de pétrole, les avions italiens seront immobilisés, les 6.000 voitures de l'armée italienne du Nord s'arrêteront, les 5.000 voitures de l'armée italienne du Sud ne pourront plus avancer... »

La sanction pétrolière est efficace. Peut-elle être généralement appliquée ?

Je sais bien quelle est la puissance des grandes compagnies pétrolières et, évoquant un passé qui n'est pas si lointain, j'en viens même à penser que, peut-être, elles ne sont pas absolument étrangères à certaines campagnes antisantionnistes. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mais enfin, les gouvernements européens exportateurs de pétrole représentés à la Société des Nations ont dit qu'ils étaient prêts à s'associer à cette sanction. Le gouvernement de M. Roosevelt lui-même était enclin à participer à cette mesure et ce mouvement, le premier de ce genre depuis la fin de la guerre, n'a été enrayé, provisoirement je l'espère, que par l'ajournement de la réunion du comité des sanctions, demandé par le président du Conseil français et, ensuite, par l'élaboration du plan Laval-Samuel Hoare, si bien que nous n'hésitons pas à dire, d'une part, que la sanction pétrolière est efficace, d'autre part, qu'elle peut être généralement appliquée.

Comporte-t-elle, enfin, un risque probable d'extension du conflit ?

Je pourrais me contenter de répondre à cette question en invoquant le témoignage tout récent de M. Jules Sauerwein, qui a recueilli de la bouche de M. Mussolini la déclaration précise et précieuse qu'il ne répondrait pas à l'application de la sanction pétrolière par un acte d'hostilité. Mais j'admire la désinvolture avec laquelle les adversaires des sanctions prennent leur parti de certaines contradictions.

Tantôt ils nous conseillent de satisfaire les ambitions de M. Mussolini, dont ils vantent la clairvoyance et la pondération, tantôt ils nous assurent que le duc répondra par un coup de folie à l'application de la sanction pétrolière ; tantôt il proclament que la sanction pétrolière est détestable parce qu'elle empêchera l'Italie de poursuivre sa guerre en Afrique ; tantôt ils disent : « Craignez que la sanction pétrolière n'incite l'Italie à étendre la guerre à l'Europe ! »

La vérité, c'est que, si l'application de la sanction pétrolière impliquait un risque, il serait facile de l'éliminer dès maintenant, parce que ce risque n'existe, à notre avis, que dans la mesure où l'Etat agresseur croit pouvoir espérer que des fissures s'ouvriraient dans le front des puissances attachées à la défense du pacte. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Le risque de guerre n'existe que dans la mesure où l'Etat agresseur croit pouvoir compter sur certaines complaisances et sur certaines complicités. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)...

#### Sauver la paix

Pour nous, être fidèle au pacte, ce n'est pas accomplir périodiquement le voyage à Genève, ce

n'est pas accepter la loi internationale dans l'espoir secret de la rendre plus flexible et moins dure aux délinquants.

Etre fidèle au pacte, ce n'est pas rédiger, pour un futur livre blanc, des textes diplomatiques impeccables et les commenter en même temps de telle façon que l'interlocuteur doute aussitôt de leur validité.

Si l'on veut sauver la paix, il faut en finir avec cette équivoque, avec cette politique qui n'a pas pu prévenir la guerre, qui, aujourd'hui, risque de la prolonger dans les conditions les plus favorables à l'agresseur, cette politique qui entretient la suspicion, le malaise, l'insécurité...

Messieurs, je le répète une fois encore, ce n'est pas notre haine du fascisme qui nous inspire dans le moment présent, c'est notre haine de la guerre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Nous ne subordonnons pas notre politique à la répugnance que le fascisme suscite en nous. Mais nous ne voulons pas que la politique étrangère de la France soit subordonnée au désir de sauver une dictature fasciste. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Ce n'est pas Mussolini qu'il faut sauver, c'est la paix. Nous nous refusons à considérer comme un gage de paix une politique dont les admirateurs les plus fervents, dont les seuls admirateurs en Europe, aujourd'hui, sont les chemises noires et les chemises brunes.

L'autre jour, presque sous la menace, on nous a demandé de faire un choix entre la politique de M. Pierre Laval et la cause de la paix. Nous avons choisi. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

## CONTRE LES BOMBARDEMENTS D'AMBULANCES

### UN TELEGRAMME DE LA LIGUE A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La Ligue des Droits de l'Homme vient d'adresser à la Société des Nations le télégramme suivant :

Paris, 6 janvier 1936.

La Ligue française des Droits de l'Homme, au nom de ses 175.000 membres, proteste avec indignation contre le bombardement prémédité des ambulances de la Croix-Rouge par l'aviation italienne.

Elle demande :

- 1° Une enquête de la Société des Nations sur la violation des conventions internationales en Ethiopie,
- 2° L'application stricte de toutes les sanctions économiques, y compris l'embargo sur le pétrole,
- 3° Des communications radiophoniques de la Société des Nations au peuple italien, odieusement trompé par son Gouvernement.

Victor BASCH, Président.

### EN VENTE :

## CONGRÈS NATIONAL DE 1935

Compte rendu sténographique

Prix : 15 francs

Dans nos bureaux, 27, rue Jean-Dolent (XIV<sup>e</sup>)

C. C. 218-25 — Paris

Demandez le tract

### UNE BASTILLE A PRENDRE

Gratuit dans nos bureaux

Le Gérant : HENRI BEAUVOIS.



Imprimerie Centrale du Croissant (Sté Nlle)  
19, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>